

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

## Eco

Dimanche 21 Mai 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°128 ■

CATASTROPHES NATURELLES EN ALGÉRIE

## 225 millions de dollars consacrés annuellement !

Les dépenses publiques destinées à faire face aux catastrophes en Algérie, notamment les inondations, les séismes et les feux de forêt ont dépassé une moyenne de 225 millions de dollars/an durant les 15 dernières années, a indiqué, hier à Alger, le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane.

P 3



IMPORTATION AUTOMOBILE  
Le document Algex n'est plus exigé pour la domiciliation bancaire

P2

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION  
Le CNESE préconise la mise en place « effective » du permis à points

P3

PRÉPARATION DE LA SAISON ESTIVALE  
Les instructions du ministre du Tourisme

P5

Matières premières  
**L'or et le nickel perdent pied, le café flambe**

P 11

ORGANISATION D'UN SÉMINAIRE LES 23 ET 24 MAI 2023 À ANNABA  
**La réutilisation et la valorisation des eaux usées au menu**

Le SNIRVE'u projette de mettre en place un réseau thématique national de coopération scientifique dans le traitement et la valorisation des eaux usées. Le Centre de Recherche en Environnement (CRE), organise les 23 et 24 mai 2023 à l'Hôtel Sabri à Annaba, le séminaire national sur l'Innovation pour la Réutilisation et la Valorisation des Eaux Usées (SNIRVEu'23).

P 2

SIPSA FILAHA ET AGROFOOD DU 22 AU 25 MAI 2023

**Plus 600 exposants attendus à la Safex**

Plus de 600 exposants de l'Afrique au SIPSA FILAHA et AGROFOOD, pour promouvoir et exporter les produits et services agricoles africains. Ce Salon international de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Agro-Industrie se tiendra du 22 au 25 mai 2023, au Palais des Expositions (Alger).

P 4

FINANÇEMENT DES SURCOÛTS DE PROJETS DE TRAVAUX PUBLICS  
**Une nouvelle approche en étude**

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rakhroukh a affirmé que son département était en passe d'examiner une nouvelle approche pour la prise en charge des dépenses supplémentaires de projets, notamment en raison de la hausse des prix.

P 5

ASSEMBLÉE MONDIALE DE LA SANTÉ À GENÈVE

**Le ministre de la Santé prend part à la 76<sup>e</sup> session**

Le ministre de la Santé, M. Abdelhak Saïhi, prend part avec une importante délégation ministérielle aux travaux de la 76<sup>e</sup> session de l'Assemblée mondiale de la santé, organisée du 19 au 23 mai à Genève (Suisse), où il présidera également la 59<sup>e</sup> session du Conseil des ministres arabes de la Santé, a indiqué vendredi un communiqué du ministère.

"La tenue de la 76<sup>e</sup> session de l'Assemblée mondiale de la santé intervient cette année dans un contexte marquée par l'atténuation de la crise sanitaire mondiale qui a duré plus de trois ans en raison de la pandémie COVID-19, ayant révélé plusieurs lacunes dans les systèmes de santé, y compris les meilleurs systèmes en termes d'organisation et d'efficacité", indique la même source.

L'organisation mondiale de la santé (OMS) tend, à travers cette session qui se tient sous le thème: "Sauver des vies, agir en faveur de la santé pour tous", à "unifier les rangs et à encourager une action collective des États membres en vue de consacrer le principe de solidarité internationale et préserver la santé des générations actuelles et futures", ajoute la même source.

En marge de la 76<sup>e</sup> session de l'Assemblée mondiale de la santé, le ministre de la Santé présidera les travaux de la 59<sup>e</sup> session du Conseil des ministres arabes de la Santé et de son bureau exécutif, prévus les 20 et 21 mai en cours, précise le communiqué, soulignant que "de nombreux ministres arabes de la Santé ainsi que la Secrétaire générale adjointe, et cheffe du département des affaires sociales de Ligue arabe, l'ambassadrice Haifa Abu Ghazaleh, prendront part à cette rencontre".

R E.

**IMPORTATION AUTOMOBILE**

**Le document Algex n'est plus exigé pour la domiciliation bancaire**

Les concessionnaires et les constructeurs de véhicules ne sont plus tenus de présenter les documents délivrés par Algex, pour obtenir la domiciliation bancaire nécessaire pour effectuer leurs opérations d'importation, a indiqué le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique dans une note publiée jeudi.

"Dans le cadre de la simplification des procédures administratives liées aux activités d'importation et de production des véhicules, il est porté à la connaissance des concessionnaires et des constructeurs de véhicules, que les opérations d'importation de véhicules neufs, d'ensembles, de sous-ensembles, d'accessoires et de pièces en-

trant dans la construction de véhicules, ne seront désormais plus soumises aux documents délivrés par Algex (l'Agence algérienne de promotion du commerce extérieur)", est-il indiqué dans la note. A cet effet, "seule une attestation de régulation délivrée par les services compétents de la direction générale du développement in-

dustriel, sera nécessaire pour les opérations de domiciliation bancaire", précise la même source. Les demandes d'attestation de régulation doivent être déposées à partir du dimanche prochain, au niveau de la direction générale du développement industriel du ministère, souligne-t-on.

R E.

**ORGANISATION D'UN SÉMINAIRE LES 23 ET 24 MAI 2023 À ANNABA**

**La réutilisation et la valorisation des eaux usées au menu**

Le SNIRVE'u projette de mettre en place un réseau thématique national de coopération scientifique dans le traitement et la valorisation des eaux usées. Le Centre de Recherche en Environnement (CRE), organise les 23 et 24 mai 2023 à l'Hôtel Sabri à Annaba, le séminaire national sur l'Innovation pour la Réutilisation et la Valorisation des Eaux Usées (SNIRVEu'23).

Par Slimane T

Trois thématiques sont retenues par le CRE. Il s'agit de : «technologies innovantes et recherche au service des eaux usées», «réutilisation/recyclage/gestion des eaux usées», «veille réglementaire sur les eaux usées».

Le SNIRVEu'23 s'est assigné, dans un contexte mondial et local aidant, quatre grands objectifs, à savoir : créer un cadre d'échanges des résultats de recherche des chercheurs et des experts des secteurs de l'eau, de l'environnement et de l'agriculture ; améliorer des connaissances et pratiques liées aux eaux usées ; mettre à disposition politiques et décideurs les recommandations pratiques en matière de traitement des eaux usées et mettre en place un réseau thématique national de coopération scientifique dans le domaine du traitement et de la valorisation des eaux usées.

Contexte de l'organisation du SNIRVEu'23 Le CRE s'appuie pour l'organisation de ce séminaire et de l'importance qu'il aura à requérir en termes de solutions pour l'économie du pays, sur un constat : « L'Algérie de par sa situation géographique, son climat et l'importance de sa population vit de graves problèmes dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement. » De ce fait, le SNIRVEu'23 table sur deux aspects. Le premier : la collecte des importants résultats de recherche, des études de cas et des réflexions méthodologiques ayant vu le jour jusque-là.

Le second : incitatif, visant à toujours prioriser la recherche et le développement (R&D) dans le domaine de la valorisation des eaux usées. Il est, en ce sens, attendu un débat fructueux entre les intervenants, universitaires, chercheurs et industriels, qui constituent l'essentiel de l'assistance du SNIRVEu'23, sur les avancées enregistrées en la matière. Par ailleurs, le CRE s'appuie également sur des données mondiales soulignant

la rareté et la pollution touchant l'eau, dont l'impact sur la production agricole fait craindre le pire. A cet effet, les Nations-Unies tire la sonnette d'alarme en révélant que la pénurie de l'eau ciblerait 2,3 milliards d'êtres humains d'ici deux ans.

Enfin, il y a lieu de souligner que le comité scientifique compte en son sein, outre le CRE et l'Université d'Annaba, des professeurs des universités de Jijel, de Sétif, de Tébessa, d'Ouargla, de Mostaganem, de Tarf et de Blida, ainsi que l'Institut national de recherche forestière (INRF), le Centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides (CRSTRA), le Centre de recherche scientifique et technique en analyses physico-chimiques (CRAPC) et le Centre de recherche en Biotechnologie (CRBTBold). Dans le comité scientifique y figure également un représentant du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, ce qui atteste d'une mosaïque nécessaire pour la formulation des propositions et la prise de décision.

**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**

**Elargir l'utilisation des technologies numériques**

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique Kamel Baddari, a insisté, jeudi à Tamanrasset, sur la nécessité d'élargir l'utilisation des technologies modernes dans les structures universitaires.

Inspectant les structures relevant de son secteur dans le cadre de sa visite de travail dans la wilaya, M. Baddari a souligné «la nécessité d'élargir l'utilisation des technologies numériques dans les structures universitaires et d'en tenir compte dans les nouveaux projets, en prévision de la généralisation de la numérisation des services de restauration et d'hébergement à compter de la prochaine année universitaire». Lors de son inspection du projet de réalisation d'une résidence universitaire d'une capacité de 1.000 lits, le ministre a mis l'accent sur l'impératif d'assurer le raccordement de ses structures au réseau internet et l'utilisation des technologies numériques pour garantir un meilleur fonctionnement des plateformes numériques et permettre aux responsables centraux de s'enquérir des opérations de gestion des structures universitaires.

M. Baddari a écouté, au niveau du même site, des explications exhaustives concernant l'affectation de 97 hectares pour abriter le nouveau pôle universitaire et autres projets programmés.

Le ministre a donné des instructions pour réduire la réalisation de structures administratives et réaliser davantage de structures pédagogiques et de recherche scientifique en consacrant des espaces dédiés aux incubateurs, aux micro-entreprises, aux start-up et aux étudiants innovateurs, en vue de leur assurer l'accompagnement nécessaire et

favoriser la création d'emplois dans le cadre de la mise en œuvre de la politique actuelle du secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

M. Baddari a assisté à un volet d'une session de formation regroupant des investisseurs et des universitaires, organisée au profit des étudiants et des porteurs de projets en cours de concrétisation.

Il a également inspecté le siège de l'incubateur d'entreprises et s'est enquis des différents domaines de formation au profit des étudiants et des modèles proposés au sein de cette structure.

Par ailleurs, M. Baddari a inauguré le siège de l'Intelligence artificielle à l'Université "Amin Elokhal El Hadj Moussa Eg Akhamouk" à Tamanrasset, appelant les responsables de ce socle universitaire à opérer une révolution technologique et à développer la recherche scientifique dans les différentes spécialités en utilisant l'intelligence artificielle.

M. Baddari a, en outre, mis en exergue l'importance de l'ouverture de l'université sur son environnement extérieur et de la promotion de l'intelligence artificielle dans les milieux étudiants et parmi les citoyens.

Les étudiants universitaires, poursuit le ministre, participent aujourd'hui, avec force, à la création de la richesse, en témoignent les nombreux projets innovants dont ils sont porteurs et qui seront concrétisés en projets industriels à travers la création de petites et moyennes entreprises dans différentes activités économiques.

R E.

Quotidien économique

**Les Enjeux**  
Eco

Édité par la  
SARL

Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

**Gérant**  
Belmihoub  
Abdelaziz

Directeur de  
publication  
Radji Zahir

**Siège social**  
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine  
Ibn Ziri Alger

**Siège de la rédaction**  
03, Rue Ali Boumendjel  
Square Port Said, Casbah  
email: lesenjeuxeco@gmail.com  
ccb : BDL 005  
00170000003889 09

**Impression**  
Centre : SIA

**Distribution**  
Centre:  
les enjeux Eco

**PUBLICITÉ**

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:

PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur  
email: agence.regie@anep.com.dz  
programmation.regie@anep.com.dz  
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28  
Fax : (021) 73.95.59  
(021) 73.99.19

## CATASTROPHES NATURELLES EN ALGÉRIE

**225 millions de dollars consacrés annuellement !**

Les dépenses publiques destinées à faire face aux catastrophes en Algérie, notamment les inondations, les séismes et les feux de forêt ont dépassé une moyenne de 225 millions de dollars/ans durant les 15 dernières années, a indiqué, hier à Alger, le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane.

Par Sirine R/Agence

**S'**exprimant à l'ouverture des travaux d'un Colloque international placé sous le thème : « Réduire le risque sismique : gouvernance et prospective », organisé par le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, le Premier ministre a souligné 70% de ce montant est destiné à la réparation des dégâts des inondations. Bien que les inondations viennent en tête des catastrophes enregistrées en Algérie depuis 1950, les séismes étaient néanmoins les plus coûteux du point de vue économique, a fait observer le Premier ministre.

Le coût économique des séismes avoisine les 10 milliards de dollars, alors que les pertes humaines sont estimées à 6 771 morts, avec 1,4 millions de sinistrés, selon les chiffres avancés par Aïmene Benabderrahmane.

Conscient des dangers que représentent les catastrophes naturelles, notamment les séismes, l'Algérie a mis en place des stratégies et des mécanismes de riposte contenus dans la loi de décembre 2004 encadrée, rappelle-t-il.

Citant cette expérience algérienne et face à la violence des derniers séismes qui ont touché la Turquie et la Syrie, Le Premier ministre insiste sur l'importance d'une « préparation préalable, sur des bases scientifiques, pour prévenir des catastrophes avant qu'elles n'arrivent ».

**RISQUES MAJEURS DURANT 2004-2022****Plus de 5,5 milliards de dollars de pertes économiques**

Les pertes économiques causées par les séismes, les inondations et les feux de forêt ont dépassé 5,5 milliards de dollars, de 2004 à 2022, a indiqué samedi à Alger le délégué national aux risques majeurs, Hamid Afra. M. Afra s'exprimait lors des travaux du colloque international organisé par le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, sous le thème "Réduire le risque sismique : gouvernance et prospective".

Le responsable a précisé que depuis 1950, les inondations sont plus fréquentes et représentent 61% des événements catastrophiques enregistrés durant cette période.

Toutefois, les séismes sont les plus coûteux du point de vue économique, avec une perte de 10 milliards de dollars, selon M. Afra précisant que ces séismes ont touché une population de 1,4 million de personnes, avec près de 6000 décès.

Il insiste également sur la nécessité d'intensifier la coopération aux niveaux continental, arabe et mondial. Par ailleurs, Benabderrahmane a annoncé, à cette occasion, « la fin des travaux de l'atelier de mise à jour la stratégie de prévention contre les risques majeurs, pour l'adapter aux exigences du cadre d'action de SENDAI pour la réduction des risques de catastrophes 2015-2030, ratifié par l'Algérie. » « Cette stratégie sera appliquée dès la promulgation de la nouvelle loi, en remplacement de la loi de 2004, et la publication des textes d'applications, attendus dans les semaines à venir », assure-t-il, en précisant qu'elle va s'appuyer sur « le facteur humain et sur la gestion des dangers, au lieu de la gestion des catastrophes ».

Cette nouvelle loi, précise le Premier ministre, permettra, entre autres, de se conformer aux engagements internationaux de l'Algérie, notamment au sein du cadre SENDAI et de la COP-21, de déterminer les mécanismes de financement ou encore. Aussi, elle fixera les mécanismes du financement et la limitation des responsabilités de chaque acteur.

La nouveauté apportée dans la nouvelle stratégie, c'est l'implication du secteur privé dans l'investissement dans la prévention et gestion des catastrophes, la généralisation de la numérisation et le renforcement de la recherche scientifique et également les sources du financement. Par ailleurs, il sera procédé à l'élargissement, avant la fin de l'année 2023, du réseau algérien de surveil-

lance sismique, affilié au Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAG) et au Centre national de recherche appliquée en génie parasismique. Un réseau comprenant actuellement 570 points de surveillance. Le Premier ministre a annoncé que dans le cadre de la nouvelle stratégie, il a été décidé de revoir l'assurance Cat-Nat. En effet, en dépit de son obligation par décret N° 03-12, ce produit d'assurance reste méconnu chez les Algériens avec un taux de la souscription ne dépassant pas les 5% !, déplore le Premier ministre.

Sans donner plus de détails, mais le gouvernement est déterminé à mettre en place une nouvelle vision afin de booster ce domaine d'assurance. La diversification du financement de la gestion et prévention des risques devient plus qu'impératif. Donc, les compagnies d'assurances sont interpellées sur la question et doivent consentir plus d'efforts sur l'encrage de l'assurance Cat-Nat au sein de la population. Cette dernière aura des effets positifs sur l'économie nationale d'une manière générale.

Dans le même sillage, le ministre de l'Habitat, Mohamed Tarek Belaribi a annoncé la révision du programme algérien anti-séisme (RPA), avant de citer les réalisations du secteur durant les trois dernières années : « réalisation d'un million de logements d'ici 2024, plus de 920 mille logements distribués, avec la livraison de 2537 infrastructures publiques ».

Le délégué national a souligné, par ailleurs, que "le vrai impact financier des catastrophes se détermine à l'aide d'études probabilistes qui peuvent estimer les pertes annuelles moyennes sur un horizon à long terme à plus de 1 milliard de dollars, ce qui représente 0,7 % du PIB". "L'Algérie est confronté à un large éventail de risque majeurs. Actuellement on est passé à 18 risques majeurs, avec l'introduction d'autres risques émergents, notamment les risques climatiques extrêmes, le risque cybernétique, le risque spatial, le risque d'acridiens et le risque biotechnologique", a-t-il relevé, ajoutant que le réchauffement climatique avait aggravé la fréquence et l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes.

Concernant le risque d'inondation, le même responsable a fait savoir que 865 zones inondables ont été recensées à travers le territoire national. De son côté, le professeur Abdelkrim Chelghoum, président du Club des risques majeurs, a salué, dans une déclara-

tion à l'APS en marge de l'évènement, l'engagement du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Laribi, à actualiser la Réglementation parasismique algérien (RPA), qui n'a pas été révisé depuis 2003.

"La révision du RPA va rehausser le seuil de sécurité pour les ouvrages et les infrastructures", estime-t-il. Pr Chelghoum s'est encore félicité de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune relative à la mise en place d'une police de l'urbanisme, précisant que cette dernière est "un élément essentiel dans l'acte de construire". Les travaux du colloque international sur la réduction du risque sismique, ouverts dans la matinée par le Premier ministre M. Aïmene Benabderrahmane, au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif-Rahal, se poursuivent avec des conférences et des ateliers animés par des experts algériens et étrangers.

Le délégué national a souligné, par ailleurs, que "le vrai impact financier des catastrophes se détermine à l'aide d'études probabilistes qui peuvent estimer les pertes annuelles moyennes sur un horizon à long terme à plus de 1 milliard de dollars, ce qui représente 0,7 % du PIB". "L'Algérie est confronté à un large éventail de risque majeurs. Actuellement on est passé à 18 risques majeurs, avec l'introduction d'autres risques émergents, notamment les risques climatiques extrêmes, le risque cybernétique, le risque spatial, le risque d'acridiens et le risque biotechnologique", a-t-il relevé, ajoutant que le réchauffement climatique avait aggravé la fréquence et l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes.

Concernant le risque d'inondation, le même responsable a fait savoir que 865 zones inondables ont été recensées à travers le territoire national. De son côté, le professeur Abdelkrim Chelghoum, président du Club des risques majeurs, a salué, dans une déclara-

tion à l'APS en marge de l'évènement, l'engagement du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Laribi, à actualiser la Réglementation parasismique algérien (RPA), qui n'a pas été révisé depuis 2003. "La révision du RPA va rehausser le seuil de sécurité pour les ouvrages et les infrastructures", estime-t-il. Pr Chelghoum s'est encore félicité de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune relative à la mise en place d'une police de l'urbanisme, précisant que cette dernière est "un élément essentiel dans l'acte de construire". Les travaux du colloque international sur la réduction du risque sismique, ouverts dans la matinée par le Premier ministre M. Aïmene Benabderrahmane, au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif-Rahal, se poursuivent avec des conférences et des ateliers animés par des experts algériens et étrangers.

## ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

**Le CNESE préconise la mise en place « effective » du permis à points**

Le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) a préconisé la mise en place « effective » du permis à points en tant que mesure « coercitive » et « efficace » pour réduire le nombre des accidents de la circulation en Algérie. Ces accidents ont pris ces dernières années les dimensions d'un « véritable fléau » avec un coût économique représentant 1,4 % du produit national brut (PNB), note la même source.

En 2021, plus de 2.600 personnes ont trouvé la mort et 11.479 autres ont été blessées dans 7.186 accidents de la circulation, selon un bilan de la Gendarmerie nationale, cité dans un document du CNESE intitulé « Les accidents de la route en Algérie: causes et effets ».

Le CNESE estime, par conséquent, « judicieux » l'établissement du système de points intégrés au permis de conduire, système « pédagogique et répressif » en même temps pour contribuer à la réduction des accidents de la route, dans la mesure où le permis de conduire peut faire l'objet d'invalidation dans le cas d'épuisement des points ».

Ce système dissuadera, donc, le conducteur, « en l'incitant à sauvegarder son capitale points via des stages de récupération pour éviter l'invalidation de son permis de conduire », souligne cet organisme consultatif. L'introduction de « nombreux réajustements » au nouveau code de la route au eu des retombées « très significatives en matière de sécurité routière, constate le CNESE, estimant que ces mesures, conjuguées à une meilleure amélioration des actions de formation, de sensibilisation et d'éducation routière destinées aux usagers de la route à travers des stratégies de communication, permettront de lutter contre ce fléau qui génère des coûts « exorbitants » pour l'Etat.

Investir durablement en faveur de la sécurité routière constitue un « gain économique et social » et la diminution des de l'insécurité routière aurait des « retombées positives immédiates » et serait de « grande portée sur la santé publique, le bien-être des populations et la croissance économique » est-il souligné dans le document.

« La réduction des décès et traumatismes dus aux accidents de la route peut doper la croissance économique, les accidents de la route ayant pour conséquence d'amputer les perspectives de croissance à moyen et long terme parce qu'ils privent la population active d'adultes dans la fleur de l'âge et de faire baisser la productivité du fait des blessures graves occasionnées », relève le document. Dans cette optique, le CNESE propose un ensemble de mesure susceptibles de garantir une véritable sécurité routière, basées sur une approche « globale » impliquant divers secteurs.

A cet effet, plusieurs axes sont identifiés dans le document. D'abord la sensibilisation à travers la nécessité d'inculquer la culture de la sécurité routière aux générations montantes et de promouvoir la formation pour atteindre « l'intelligence routière » par la recherche des raisons qui mènent à la hausse des accidents et la manière de les réduire à travers le civisme.

Il évoque également l'importance de l'intensification des campagnes de sensibilisation au profit des usagers de la route, notamment les jeunes motocyclistes et les piétons, et l'usage des nouvelles technologies en matière de sensibilisation des citoyens.

La révision des procédures d'octroi d'agrément aux auto-écoles, en se basant sur les programmes de formation modernes, l'amélioration de la qualification du conducteur routier de véhicules de transport de personnes et de marchandises, le renforcement du contrôle sur les sociétés de transport par bus à travers l'impérative rotation de conducteurs pour les longs trajets, l'instauration d'un contrôle technique des véhicules de transport chaque trois mois et le renforcement des mesures coercitives appliquées aux infractions au Code de la route, figurent aussi parmi les recommandations contenues dans le document. Le CNESE met l'accent, en outre, sur la nécessité de développer les modes de transport alternatifs, à travers le développement du réseau de chemin de fer pour réduire le trafic routier (marchandises et voyageurs) et du transport de masse en milieu urbain (transport collectif en site propre) et les gares multimodales. S'agissant du chapitre relatif aux infrastructures routières, le CNESE met en exergue la nécessité d'améliorer les routes suivant les standards internationaux, notamment pour ce qui de la signalisation qui permet de réduire considérablement le nombre d'accidents de la route, de renforcer le programme d'entretien des routes, de réaliser des voies express au niveau des axes routiers entre les principales villes du pas, le traitement des points noirs sur le réseau routier national et la mise en place du dispositifs de sécurité aux abords des chantiers de travaux.

R.E.

Par APS

APN

## Le ministre du Travail présente le projet de loi fixant la liste des fêtes légales

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb a présenté, jeudi à Alger, devant la Commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle de l'Assemblée populaire nationale (APN), le projet de loi modifiant la loi n° 63-278 du 26 juillet 1963 fixant la liste des fêtes légales.

Présentant le projet de loi en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Besma Azouar, M. Bentaleb a indiqué que ce projet de loi s'inscrit dans le cadre de "la mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune de prolonger d'une journée la durée des fêtes de l'Aid El-Fitr et El-Adha, en réponse aux préoccupations des citoyens précisant que ce projet amende les dispositions de l'Article 1 en prolongeant la durée des journées chômées et payées de ces deux fêtes à trois (03) jours au lieu de deux (02)".

Ce projet de loi tend à "permettre aux citoyens en général et aux travailleurs en particulier de célébrer ces deux fêtes religieuses avec les membres de leurs familles", et à leur faciliter les déplacements inter-wilayas pour accomplir le devoir religieux et les obligations sociales", ainsi que "les visites familiales et des malades et autres convenances sociales".

Cet amendement devra "contribuer au renforcement des liens sociaux", souligne le ministre.

Le ministre a mis en avant, au terme de la présentation du projet de loi "l'impact positif de l'initiative du Président de la République auprès des citoyens", qui ont "apprécié l'intérêt accordé à leurs préoccupations à ce sujet afin de leur assurer quiétude et bien-être et de renforcer la cohésion du tissu social".

## AGRICULTURE

### L'Algérie compte plus de 170 variétés de semences céréalières

L'Algérie compte plus de 170 variétés de semences céréalières certifiées par le Centre national de contrôle et certification des semences et des plants (CNCC), a indiqué jeudi à Alger, un responsable de l'Institut technique des grandes cultures (ITGC).

"Nous disposons de plus de 170 variétés de semences entre blé dur, blé tendre, orge et avoine, produites localement et certifiées par le CNCC", a affirmé Omar Kherif, directeur de la Ferme de démonstration et de production de semences (FDPS) relevant de l'ITGC.

S'exprimant lors d'une Journée portes ouvertes sur les activités de la ferme en matière de développement et de production de semences céréalières, organisée par l'Institut technique au sein de la FDPS à Oued Smar (Alger), M. Kherif a tenu à rappeler que l'Algérie n'importe plus de semences de céréales depuis plus de 30 ans grâce à ces variétés sauvegardées et développées au fil des années par la FDPS en partenariat avec les différents laboratoires de recherche.

"La préservation des variétés anciennes a toujours été le cœur de notre métier, mais nous travaillons également pour développer des variétés plus adaptées aux conditions climatiques, plus tolérantes aux différentes maladies et avec des rendements conséquents à l'hectare", a-t-il souligné.

Il a expliqué que la production de nouvelles variétés se fait à travers le croisement des semences qui ont un haut potentiel de rendement avec des semences résistantes aux fléaux agricoles ce qui permettait d'avoir des semences plus rentables et plus résilientes à la fois.

"C'est un travail de longue haleine, car il faut au moins 12 années pour obtenir de nouvelles variétés", a-t-il fait savoir en précisant que ces semences sont expérimentées avant leur homologation par le CNCC.

Soulignant l'intérêt pour l'Algérie de produire ces propres semences, cet agronome a considéré que la préservation et le développement du patrimoine végétal de cette filière stratégique était "primordial" pour assurer la sécurité ali-

mentaire durable du pays et réduire ses importations céréalières, notamment en blé qui vient toujours en tête des importations alimentaires du pays.

De son côté, la responsable au sein de l'institut, Karima Bouchard, a fait part d'un programme pour le développement du triticale au niveau de cette ferme, une céréale produite à partir d'un croisement entre le blé et le seigle. Le triticale est destiné notamment à l'alimentation animale (moutons et volailles), a-t-elle indiqué en insistant sur les atouts de cette plante qui, en plus de sa valeur nutritive, développe une résistance aux maladies et au stress hydrique.

La production locale de cette plante, permettrait de réduire, selon elle, la facture d'importation nationale en maïs et soja utilisé pour l'aliment de bétail.

R. E.

SIPSA FILAHA&amp;AGROFOOD DU 22 AU 25 MAI 2023

## Plus 600 exposants attendus à la Safex

Plus de 600 exposants de l'Afrique au SIPSA FILAHA & AGROFOOD, pour promouvoir et exporter les produits et services agricoles africains. Ce Salon international de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Agro-Industrie se tiendra du 22 au 25 mai 2023, au Palais des Expositions (Alger).

Par Sirine R

« Nous avons atteint notre vitesse de croisière post-Covid en enregistrant la participation de 600 exposants, ce qui est le chiffre des salons avant la pandémie mondiale. C'est largement mieux que l'édition passée où 350 exposants aient répondu à l'appel d'EXPO SIA, l'organisateur du salon SIPSA », révèle Dr Amine Bensemmane, organisateur de la 21<sup>e</sup> édition de SIPSA FILAHA & AGROFOOD, lors d'une conférence organisée jeudi dernier au siège du Groupe de Réflexion Filaha Innov (GRFI). Et d'ajouter : « SIPSA 2023 est plus que jamais au diapason des préoccupations du monde paysan. Il ambitionne d'être une vitrine des acteurs dynamiques de l'agriculture algérienne intelligente, en présentant chaque année les évolutions du secteur afin d'accompagner les rencontres de toutes natures qui se réalisent dans ce salon plus que jamais au service de notre autonomie alimentaire ».

### AFRIKA AGROFOOD : Sénégal, invité d'honneur

SIPSA FILAHA&AGROFOOD, est aussi un salon panafricain, à travers AFRIKA AGROFOOD (Salon international de l'Agroalimentaire et de l'Agro-industrie en Afrique), avec invité d'honneur le Sénégal et la composante de la Communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), où 13 pays sont attendus.

A cet effet, le ministre de l'Agriculture, de l'Équipement rural et de la Souveraineté alimentaire du Sénégal, Ali Ngouille NDIAYE, se chargera de l'inauguration du salon AFRIKA AGROFOOD.

La caractéristique panafricaine de SIPSA FILAHA&AGROFOOD ne sera pas restreinte à une banale foire commerciale et agricole de produits africains, mais vise à atteindre le segment exportation. D'ailleurs, il est prévu l'exportation du salon AFRIKA AGROFOOD, en décembre 2023, à Dakar, au Sénégal. Donc, c'est une occasion en or qui se présente à l'ensemble des opérateurs algériens intéressés par la commercialisation de leurs productions agroalimentaires en direction de cette sous-région continentale.

En marge de ce salon, il est prévu la signature de deux conventions. La première entre GRFI et TASDIR. La seconde entre GRFI/Ametrade, Salon AfrikaFOOD, SIAGRO (Salon international des Industries Agroalimentaires). La force de frappe de SIPSA FILAHA&AGROFOOD demeure également ses forums, ou débats sanctionnés par des recommandations serviront de pistes de réflexions aux institutionnels.



### Phytoferti

PHYTOFERTI (Forum Interprofessionnel de la Santé et des Productions Végétales), programmé dans la matinée de mardi 23 mai, verra la conclusion d'un partenariat entre GRFI et AHK (la Chambre de commerce et d'industrie algéro-allemande).

Au menu de PHYTOFERTI, trois panels abordant les sujets de la fertilisation, la protection végétale, la mécanisation de l'agriculture en Algérie, la maîtrise de l'irrigation, les semences et les innovations récentes au profit des filières du végétale.

PHYTOFERTI, pour rappel, « traite des avancées techniques les plus récentes en termes de conduite de cultures végétales (travail du sol, choix variétal, semis et plantation, irrigation, fertilisation et amendement, protection végétale, désherbage et récolte), avec un accent particulier sur l'étude des problématiques liées aux cultures dans les zones arides et semi-arides. »

### Djazaqua

Autre innovation de cette édition du SIPSA-FILAHA, l'organisation de la première édition de DJAZAQUA, salon de la pêche et des productions halieutiques, pisciculture et aquaculture en raison d'une maturation incontestable de ce secteur et de son apport de plus en plus important à la sécurité alimentaire de notre pays. Le Forum sera inauguré par le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Bidani. Trois panels au programme de DJAZAQUA :

- économie Bleue et durabilité,
  - reproduction et amélioration génétique des ressources halieutiques,
  - nutrition des poissons à partir des ressources conventionnelles et non conventionnelles.
- DJAZAQUA compte également la présentation innovant AQUATEC, nutrition des poissons par Drone, dans les milieux marins et aquacoles, un projet innovant dans le do-

main de l'aquaculture. A souligner que DJAZAQUA a vu le jour en 2006, en réponse au plan national de relance, lancé par le ministre de la pêche et des ressources halieutiques, soutenant toute opération d'investissement s'inscrivant dans le cadre de la modernisation et du développement des activités productives, liées à :

- l'aquaculture,
- la pêche,
- des industries annexes, soit sous forme d'investissement direct ou de partenariat.

### Forum AFRIKA SIPSA INNOV AWARD

C'est le forum des TIC au service de l'agriculture, comportant également 3 panels abordant les thématiques AGRITECH, FOODTECH et AQUATECH :

- maturité de l'économie en Algérie,
- les Enjeux de la numérisation / digitalisation dans le secteur agricole ;
- l'intelligence artificielle, vecteur de souveraineté alimentaire.

Le Forum AFRIKA SIPSA INNOV AWARD sera également sanctionné par la signature d'une convention entre Filaha Innov Incubator et l'Algérienne de réalisation d'équipements et d'infrastructures métalliques (ALRIM). SIPSA FILAHA&AGROFOOD est aussi un espace d'animation et de détente sous des décibels africains, au profit des exposants et des invités internationaux à Dar El Djazair, le mardi 23 mai, à partir de 19 heures. L'inauguration de SIPSA FILAHA&AGROFOOD est confiée à Dr Bensemmane, à Brahim Zitouni, vice-président de GRFI et spécialiste du palmier-dattier et à Kamel Moula, président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA) et investisseur dans le secteur des cosmétiques. Le prochain SIPSA FILAHA & AGROFOOD est prévu du 20 au 24 mai 2024, au Palais des Expositions.

FINANCEMENT DES SURCÔÛTS DE PROJETS DE TRAVAUX PUBLICS

## Une nouvelle approche en étude

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rakhroukh a affirmé que son département était en passe d'examiner une nouvelle approche pour la prise en charge des dépenses supplémentaires de projets, notamment en raison de la hausse des prix.

Par Réda Hadi

**S'**exprimant lors d'une plénière du Conseil de la nation consacrée aux questions orales, celui-ci a précisé qu'une «nouvelle approche a été proposée pour prendre en charge les dépenses supplémentaires, en tenant compte de tous les besoins qui n'ont pas encore été pris en charge dans le cadre de la révision des prix».

Et d'ajouter que cette approche «est actuellement en cours d'examen avec les services du ministère des Finances pour approbation», laquelle sera, par la suite, généralisée à tous les projets qui accusent un retard en raison des difficultés financières des entreprises de réalisation, dues à la hausse des prix des matériaux utilisés. Une situation qui selon des experts algériens peut nous mener aussi à faire participer le privé. Et de rappeler que le PPP (partenariat Public Privé) a déjà été envisagé par de précédents

gouvernements, mais n'a pas abouti pour différentes raisons. Cette situation la remet au jour, pour peu de faire appel à des entreprises sérieuses et transparentes. Ces experts soutiennent par ailleurs que les pouvoirs publics n'ont d'autres choix que de promouvoir le PPP, d'une part pour alléger les charges de l'Etat, et d'en finir avec l'Etat providence.

**Une plus grande compréhension est obligée pour entreprendre un PPP**

Un Partenariat Public-Privé (PPP) est un marché de partenariat, c'est-à-dire un type de contrat administratif par lequel un acheteur, un pouvoir adjudicateur, accorde à une ou à plusieurs entreprises privées la maîtrise d'ouvrage et l'exploitation d'un équipement collectif. En effet si la jonction Public-Privé à beaucoup d'avantages, des voix certains avancent que si l'Etat si l'Etat ne subit pas de lourds investissements à la construction d'un ouvrage, il doit néanmoins s'acquitter,

tout au long de la vie de cet ouvrage de loyers au entreprises privées qui en assure la gestion. Les coûts à long terme peuvent alors dépasser les investissements initiaux. Et en soi cela est un inconvénient.

En Algérie le PPP est particulier puisque l'Etat verse une somme au secteur privé en contrepartie de l'offre de service et de la prise en charge éventuelle de la construction et de la gestion des infrastructures, l'Etat gardant la main, un contrat de gestion étant temporaire avec le secteur privé. Et c'est un avantage

**Le PPP serait il alors la solution ?**

Beaucoup d'experts l'ont souligné et affirment que le PPP n'est pas la panacée, mais une solution, qui si elle était exécutée dans les normes ne peut être qu'avantageuse. S'agissant du pourquoi de cette nouvelle approche, le Ministre concerné a rappelé que la hausse des prix des matériaux de base néces-

saires à la réalisation, tant au niveau national qu'international, avait empêché le parachèvement des travaux du projet de dédoublement de la RN 1 reliant Djelfa aux limites de la wilaya de Laghouat sur une longueur de 64 km.

L'augmentation des prix de matériaux de base tels l'asphalte, tous types confondus, et l'acier, a entraîné «des dépenses supplémentaires importantes» de plus de 2,5 milliards de DA à nos jours, dans ce projet qui fait partie intégrante de l'autoroute Nord-Sud, «épine dorsale du réseau routier national».

Les prix de l'asphalte et de l'acier ont triplé par rapport au prix de référence fixé à la date de l'appel d'offre, ce qui a poussé les trois entreprises chargées de ce projet à réclamer une compensation pour cette hausse voire une résiliation du contrat à l'amiable, d'où l'importance de la nouvelle approche en cours d'examen.

SONATRACH

## Hakkar en visite de travail en Chine

Le président-directeur général (PDG) du groupe Sonatrach, Toufik Hakkar a effectué une visite de travail en République populaire de Chine, durant la période allant du 15 au 18 mai, à la tête d'une délégation composée de cadres du groupe, de la société ASMIDAL, filiale de Sonatrach, et du groupe Manadjim El-Djazair (MANAL), indique, vendredi, Sonatrach dans un communiqué.

Cette visite s'inscrit dans le cadre du développement du Projet de phosphate intégré (PPI), supervisé par la société algéro-chinoise "Algerian Chinese Fertilizers Company" (ACFC), créée le 22 mars 2022 entre les groupes algériens ASMIDAL et MANAL, d'une part, et les sociétés chinoises "Wuhuan" et "TIAN'AN" d'autre part, note la même source.

Ce projet porte sur l'exploitation du gisement de phosphates de Bled El Hadba dans la région de Djebel Onk

(W. Tébessa), la transformation chimique des phosphates et la fabrication des engrais azotés et des produits chimiques à Oued Keberit (Souk Ahras). Lors de cette visite, des réunions ont été tenues avec des responsables de la China national chemical engineering Co., Ltd (CNCEC), propriétaire exclusive de la société Wuhuan, spécialisée dans les industries chimiques et des engrais.

Les deux parties ont discuté du développement du PPI, ainsi que des perspectives de coopération dans les domaines liés à la recherche, au développement et à la production de l'ammoniac vert, ou encore à la valorisation des déchets industriels issus de la transformation des engrais, lit-on dans le communiqué.

Les deux parties ont également évoqué les moyens de financement du projet intégré, en programmant des rencontres avec un groupe de banques inté-

ressées par le financement du projet et des sociétés d'assurance de prêts d'investissement et d'exportation, qui sont prêtes à contribuer au financement de la réalisation de ce projet stratégique.

Lors de cette visite, M. Hakkar a eu des rencontres avec des sociétés liées par des relations de partenariat et de coopération avec Sonatrach, notamment China National Petroleum Corporation (CNPC) activant en Algérie à travers ses filiales "HQC", "KunLun Digital", Huawei et PowerChina, au cours desquelles il a abordé les opportunités d'investissement et de coopération communes dans le domaine des hydrocarbures, des énergies nouvelles et renouvelables, de la transition numérique et des nouvelles technologies utilisées dans l'exploration et la production des hydrocarbures, conclut le communiqué.

R E.

RÉALISATION D'UN COMPLEXE PÉTROCHIMIQUE À ARZEW

## Un contrat de 1,5 milliards de dollars attribuée au consortium Petrofac-HQC

Le groupe Sonatrach, à travers sa filiale "STEP Polymers Spa", a attribué un contrat de réalisation d'un complexe pétrochimique à Arzew pour 1,5 milliards de dollars au consortium Petrofac-HQC, a indiqué Sonatrach jeudi dans un communiqué.

100% de Sonatrach, a attribué au consortium cino-britannique Petrofac-HQC, le contrat EPC (Engineering, Procurement, Construction), au niveau de la zone industrielle d'Arzew (Ouest du pays), d'un complexe pétrochimique destiné à la production de 550.000 tonnes/an de polypropylène pour un montant de 1,5 mil-

liards USD, fait savoir la même source. "C'est l'aboutissement d'un processus de sélection, lancé en avril 2021, à travers une consultation restreinte, vers des leaders mondiaux dans le domaine de la construction des complexes pétrochimiques", souligne le communiqué. Le contrat a été attribué au

soumissionnaire le mieux-disant, le consortium Petrofac-HQC, conformément à la procédure de passation de marchés, en vigueur au sein de la STEP Polymers Spa, pour une durée de réalisation de 42 mois, précise Sonatrach.

R E.

PRÉPARATION DE LA SAISON ESTIVALE

## Les instructions du ministre du Tourisme

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, a mis en avant à Alger, l'importance d'améliorer les services et prestations au niveau des différentes structures touristiques en vue de réussir la saison estivale cette année.

Présidant une réunion avec les directeurs du Tourisme et de l'Artisanat des 14 wilayas côtières et les cadres du ministère, M. Didouche a insisté sur "la prise de toutes les mesures afin de réussir la saison estivale cette année", tout en adoptant "des initiatives au profit des estivants afin de leur permettre de passer leurs vacances en toute sérénité". Il a rappelé, en outre, les efforts du ministère en vue d'améliorer les prestations fournies pour attirer le plus grand nombre d'estivants".

Le ministre a fait savoir que cette rencontre s'inscrivait dans le cadre du suivi des préparatifs pour la saison estivale, d'autant que les Hautes autorités du pays "accordent une importance majeure" à la promotion du secteur touristique en Algérie. S'agissant de la communauté nationale à l'étranger, M. Didouche a fait état "d'offres destinées à cette catégorie de citoyens notamment en ce qui concerne la réduction des coûts d'hébergement et de transport vers les wilayas côtières".

De son côté, la directrice générale de l'Office national du tourisme (ONT), Nacer Bey Saliha, a indiqué que l'office s'employait à "dynamiser le tourisme dans les régions intérieures et côtières", soulignant que "le droit de concession des plages et leur aménagement sera confié aux professionnels du secteur pour remédier aux lacunes enregistrées lors des dernières saisons, conformément à la vision du ministère pour l'amélioration des prestations fournies aux citoyens".

A la fin de cette réunion, le ministre du Tourisme a donné une série d'orientations pour assurer le bon déroulement de la saison estivale, insistant sur "la promotion touristique à travers des spots publicitaires destinés aux citoyens à l'intérieur comme à l'extérieur du pays".

R E.

1<sup>ERE</sup> ÉDITION DES JOURNÉES PÉTROLE À DUBAÏ

## La gestion des Contrats de Partage de Production en débat

La première édition des Journées Pétrole se tiendra du 31 mai au 3 juin 2023 au Pullman de Dubaï sur le thème « L'incidence des contrôles dans la gestion des Contrats de Partage de Production (CPP) ».

Durant trois jours ces journées rassembleront les cadres du personnel des administrations chargées de la gestion des hydrocarbures, ainsi que les responsables des sociétés nationales des hydrocarbures en Afrique. Les Journées Pétrole se proposent de fournir aux participants les clés de compréhension et des outils pratiques pour améliorer le suivi des Contrats de Partage de Production (CPP) et en optimiser les revenus pour les Etats.

Les CPP constituent en effet un enjeu majeur pour les pays africains producteurs de pétrole car ils régissent les relations entre les Etats et les entreprises pétrolières. Or, les Etats africains signataires des CPP font souvent face à des difficultés organisationnelles, opérationnelles et techniques dans la gestion optimale et le suivi des obligations incombant aux sociétés pétrolières parties prenantes auxdits contrats.

Aussi, si le contexte mondial actuel rappelle l'importance géostratégique du pétrole et la place incontournable que jouent les pays africains en tant que source d'approvisionnement indispensable au développement de nombreux Etats importateurs, il souligne également et avec force l'importance pour ces pays de se réorganiser juridiquement afin de pleinement tirer parti de leur potentiel énergétique.

Agence

## MOSTAGANEM

**Production de près de 250.000 quintaux de produits maraîchers protégés**

La wilaya de Mostaganem a enregistré une production de près de 250.000 quintaux de différentes récoltes protégées (sous serres), a-t-on appris, mardi, auprès de la Direction de wilaya des services agricoles (DSA).

La cheffe du service de régulation de la production et de l'appui technique, Aouicha Bouras, a souligné que la campagne de cueillette des récoltes protégées, notamment les tomates, piments doux et piquants, aubergines, concombres, haricots et courgettes, cible, cette saison, 1.220 hectares de superficies agricoles pour des prévisions de production de plus de 900.000 quintaux.

Ainsi, 408 ha de produits maraîchers protégés ont été cueillis, jusqu'à la fin avril dernier, ce qui représente 33 pc de la surface globale réservées aux cultures sous serres, avec une production de 242.000 qx et un rendement de 594 qx à l'hectare, a ajouté la même responsable.

La récolte de tomates protégées fait l'objet, à ce jour, d'un bon rendement estimé à 815 qx à l'hectare, après la cueillette de 182 ha (40 pc) et une production de 148.000 qx. Ces récoltes s'ajoutent aux produits maraîchers précoces qui ont commencé à affluer vers les marchés locaux et nationaux, ces dernières semaines, contribuant à garantir l'abondance et la stabilité des prix.

Cette campagne a permis, à ce jour, la production de 252.000 qx de pomme de terre, choux, carottes, laitue, oignons verts, haricots, petits pois et autres, après la cueillette de 2.676 ha de superficies irriguées et non irriguées réservées à ces récoltes précoces. La wilaya de Mostaganem enregistre, ces dernières années, une croissance de la production de certains types de produits maraîchers, passant de 7,7 millions de qx par an à 11 millions de qx à la faveur des campagnes de plantation précoces, de saison, d'arrière saison irriguée ou non irriguée a-t-on signalé.

## SÉTIF

**La délégation du NIPSS du Nigéria visite plusieurs unités industrielles**

*La délégation de haut niveau composée de cadres de l'Institut national des études politiques et stratégiques du Nigéria a visité, vendredi, le complexe de fabrication de pneumatiques "Iris", situé dans la zone industrielle de Sétif.*

La délégation qui effectue une visite d'entreprises économiques dans plusieurs wilayas du pays, a écouté un exposé de présentation de ce complexe de statut privé qui produit annuellement, dans la phase actuelle, 2 millions de pneumatiques pour véhicules légers, utilitaires et semi-lourds. Une production qui atteindra, selon les responsables du complexe, les 4 millions de pneus par an au cours de l'année 2023.

Le complexe emploie actuellement 500 travailleurs et exporte 22% de sa production en direction de 22 pays.

Dans l'autre usine "Iris", spécialisée dans la fabrication d'appareils électro-ménagers, la délégation nigérienne a suivi le processus de production dans cette usine qui produit, chaque année, 200.000 climatiseurs, 250.000 machines à laver et 400.000 réfrigérateurs, pour un taux d'intégration de l'ordre de 75%.

Au siège du groupe BCR (Entreprise de production de boulonnerie, robinetterie et coustellerie), le président de la délégation nigérienne, Mboffa Jassuki Galadanchi, a déclaré que la wilaya de Sétif "dispose d'un potentiel appréciable en matière d'industrie", ce qui offre, selon lui, l'opportunité de conclure, à l'avenir, des accords de partenariat entre l'Algérie et le Nigéria.

Selon M. Galadanchi, ces accords permettront aux deux pays de tirer profit de l'échange d'expertise et d'expériences dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant.

De son côté, le représentant de l'Institut national d'études de stratégie globale (INESG), Mahfoud Derghoum, a déclaré à l'APS que

cette visite programmée dans la wilaya de Sétif répond à une sollicitation de la délégation nigérienne qui souhaitait s'enquérir de l'expérience algérienne s'agissant d'industrie et de sécurité énergétique.

Le programme de la visite dans nombre de wilayas a été arrêté en vue de donner une idée précise des acquis de l'Algérie en la matière, a-t-il ajouté.

Il est prévu que la délégation se rende dans la wilaya de Ghardaïa où elle pourra découvrir les nombreuses installations industrielles de la capitale du M'zab.

Il est à noter que la délégation de l'Institut national des études politiques et stratégiques du Nigéria (NIPSS) a visité mercredi des exploitations agricoles et des espaces touristiques à travers la wilaya de Timimoun, dans le cadre de sa tournée en Algérie.

À l'entame de leur visite de terrain, les membres de la délégation nigérienne de haut niveau se sont rendus au ksar de Tala Benhammou, fondé par le sultan Abou Hammou Moussa-2 au temps du royaume zianyste, pour leur permettre de découvrir le patrimoine historique et culturel des anciennes bâtisses du ksar, ainsi que la foggara (un système traditionnel d'irrigation agricole).

Dr. Sara Douga Oudwai, membre de la délégation a, à cette occasion, salué les efforts consentis par l'Etat algérien pour préserver l'environnement face aux enjeux environnementaux du monde actuel.

La même interlocutrice a, dans ce sillage, mis en avant l'importance de tirer parti des expériences des ancêtres notamment en ce

qui concerne ce système d'irrigation innovant, en signalant que les caractéristiques naturelles du milieu oasien à Timimoun et son authentique architecture en terre, sont susceptibles de booster l'investissement touristique dans la région.

De son côté, le directeur local de l'hydraulique, Sidi Moussa Mustapha, a mis en relief le rôle de son secteur dans la promotion et l'accompagnement du système d'irrigation des foggaras en plus de différentes techniques appliquées dont le traitement, la déminéralisation et la distribution équitable de l'eau dans l'irrigation des parcelles agricoles.

Les membres de la délégation nigérienne qui ont visité en outre, une centrale électrique solaire au chef-lieu de wilaya, ont félicité les avancées réalisées par l'Algérie dans le domaine des énergies renouvelables.

Le musée communal de Timimoun et l'Institut technologique spécialisé de formation en agriculture ont été aussi au programme de la délégation du NIPSS qui poursuit sa tournée ce soir dans la daïra de Hassi-Messaoud (wilaya d'Ouargla), pour visiter des installations relevant du secteur des hydrocarbures.

La délégation nigérienne visitera dans le cadre de sa tournée en Algérie (14-21 mai) plusieurs sites à travers 11 wilayas, des infrastructures, exploitations agricoles, projets industriels et énergétiques ainsi que des établissements de formation et de recherche scientifique, entre autres.

## CONSTANTINE

**Caravane de prévention des feux de forêts**

Une caravane de sensibilisation et de prévention des feux de forêts et de protection des récoltes agricoles a été lancée dans la wilaya de Constantine à l'initiative de la direction locale de la protection civile.

L'opération, dont le coup d'envoi a été donné depuis la commune de Didouche-Mourad (nord de Constantine), est menée en coordination avec divers partenaires concernés, dont les services agricoles, les travaux publics, l'hydraulique, la conser-

vation des forêts, la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA) et les assemblées populaires communales, a précisé à l'APS le responsable de la cellule de communication et de l'information au sein de la DPC, Abderrahmane Lagrâa. Des moyens humains et matériels importants, à savoir 14 agents dont 3 officiers, 3 camions anti-incendie, une ambulance et un véhicule de liaison ont été mobilisés pour garantir le bon déroulement de cette opération prévue dans les 12 communes

de la wilaya jusqu'au 21 juin prochain, a déclaré le même responsable.

Des conseils et des orientations autour de la prévention des incendies peuvent affecter les cultures et les espaces forestiers seront prodigués au profit des agriculteurs et des habitants vivant à proximité des forêts, a-t-il indiqué, insistant particulièrement sur la nécessité, pour les agriculteurs, de disposer de réservoirs d'eau et de procéder au contrôle technique des moissonneuses-bat-

teuses avant la campagne de récolte.

Le plan 2023 de lutte contre les feux de forêts, qui a défini les sites forestiers « à risque » comme les forêts d'El Hedadj (commune d'Ibn Badis), de Draâ Naga (El Khroub) et d'El Megharouel (Ibn Ziad), sera soutenu par des actions d'entretien des accotements des routes traversant les massifs forestiers, et de nettoyage des tranchées pare-feu situées sous les lignes de moyenne et de haute tension, a ajouté la même source

## MILA

**Saisie de 9 quintaux de câbles en cuivre volés**

Les éléments de la brigade territoriale de Gendarmerie nationale d'Oued Seggane (sud de Mila) ont saisi, dans deux opérations distinctes, neuf (9) quintaux de câbles en cuivre volés et procédé à l'arrestation d'un suspect âgé d'une quarantaine d'années, a-t-on appris, du groupement territorial de ce corps de sécurité.

Informés de la présence, sur la RN 5 A, d'un camion se dirigeant vers la commune de Teleghma et transportant des câbles en cuivre, les gendarmes ont formé une patrouille et établi des points de contrôle qui ont permis d'immobiliser le véhicule en question et de procéder à l'interpellation du conducteur. Le contrôle

et la fouille du chargement du camion ont permis de découvrir, dissimulés dans des déchets en plastique, des câbles en cuivre et en aluminium d'un poids de huit (8) quintaux, a-t-on précisé de même source, ajoutant que le conducteur ne disposait ni d'un registre de commerce, ni de documents l'autorisant à exercer cette activité. Le suspect a été arrêté tandis que le camion a été déplacé vers la brigade de Gendarmerie nationale en vue de la poursuite des procédures réglementaires en pareil cas, a-t-on également fait savoir. Les services du groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Mila ont ajouté que des procès-verbaux ont été rédigés à l'encontre

du suspect, faisant état des délits de « dissimulation d'objets volés », « d'exercice d'une activité commerciale réglementée sans inscription au registre du commerce » et « transport de déchets dangereux sans autorisation ni facturation ».

L'individu suspecté a été présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Chelghoum-Laïd « aussitôt après l'achèvement de l'enquête », a également indiqué la même source, ajoutant que les éléments de la brigade territoriale de Oued Seggane ont également mis la main, dans le cadre d'une seconde opération, sur un (1) quintal de câbles en cuivre dérobés d'une carrière.

BUDGET FARAMINEUX DU PENTAGONE

Parie 1

# La course aux armements hypersoniques

*Pourquoi le budget du Pentagone est-il si élevé ? Le 13 mars, l'administration Biden a dévoilé sa demande de budget militaire de 842 milliards de dollars pour 2024, la plus importante (en dollars d'aujourd'hui) depuis les pics des guerres d'Afghanistan et d'Irak. Et encore, c'est avant que les faucons du Congrès ne mettent la main dessus.*

L'année dernière, ils ont ajouté 35 milliards de dollars à la demande de l'administration et, cette année, leur ajout risque d'être au moins aussi important. Étant donné que les forces américaines ne sont même pas officiellement en guerre à l'heure actuelle (si l'on ne compte pas celles qui sont engagées dans des opérations antiterroristes en Afrique et ailleurs), qu'est-ce qui explique tant de dépenses militaires ?

La réponse donnée par les hauts fonctionnaires du Pentagone et reprise par les médias dominants de Washington est que ce pays est confronté à un risque croissant de guerre avec la Russie ou la Chine (ou les deux à la fois) et que la leçon à tirer du conflit en cours en Ukraine est la nécessité de stocker un grand nombre de bombes, de missiles et d'autres munitions. « Le Pentagone, qui jongle avec la Russie et la Chine, cherche des milliards pour des armes à longue portée » était un titre typique du Washington Post à propos de cette demande de budget pour 2024. Les chefs militaires se concentrent massivement sur un éventuel conflit futur avec l'une ou l'autre de ces puissances, voire les deux, et sont convaincus qu'il faut dépenser beaucoup plus d'argent maintenant pour se préparer à une telle issue, ce qui signifie acheter des chars, des navires et des avions supplémentaires, ainsi que toutes les bombes, les obus et les missiles qu'ils transportent.

Un simple coup d'œil aux documents d'information relatifs à ce futur budget confirme cette évaluation. Bon nombre des milliards de dollars qui y sont ajoutés sont destinés à acheter exactement les équipements que l'on s'attendrait à utiliser dans une guerre avec ces puissances à la fin des années 2020 ou dans les années 2030. Outre les frais de personnel et les dépenses de fonctionnement, la plus grande partie du budget proposé – 170 milliards de dollars, soit 20 % – est affectée à l'achat de ce type de matériel.

Mais si les préparatifs pour de telles guerres dans un avenir proche représentent une part importante de cette augmentation, une part surprenante – 145 milliards de dollars, soit 17 % – est destinée à d'éventuels conflits dans les années 2040 et 2050. Estimant que notre « concurrence stratégique » avec la Chine va probablement se poursuivre pendant des décennies et qu'un conflit avec ce pays pourrait éclater à tout moment sur cette trajectoire future, le Pentagone demande la plus grande allocation jamais accordée à ce que l'on appelle la « recherche, le développement, les essais et l'évaluation » (RDT&E), c'est-à-dire le processus de conversion des dernières découvertes scientifiques en armes de guerre.

Pour mettre les choses en perspective, ces 145 milliards de dollars représentent plus que ce que tout autre pays, à l'exception de la Chine, consacre à la défense dans son ensemble, et constituent environ la moitié du budget militaire total de la Chine. À quoi sert donc cette somme faramineuse, qui ne représente elle-même qu'une part modeste du budget militaire de ce pays ?

Une partie d'entre eux, en particulier la partie « T&E », est destinée à des améliorations futuristes de systèmes d'armes existants. Par exemple, le bombardier B-52 – qui, à 70 ans, est le plus ancien modèle encore en service – est en train d'être modernisé pour pouvoir transporter des armes expérimentales AGM-183A Air-Launched Rapid

Response Weapons [ARRW, armes de réponse rapide lancées par air, NdT], ou des missiles hypersoniques avancés. Mais une grande partie de cette somme, en particulier la partie « R&D », est destinée à développer des armes qui ne seront peut-être pas utilisées sur le champ de bataille avant des décennies, voire jamais. Les dépenses consacrées à ces systèmes ne se chiffrent encore qu'en millions ou en petits milliards, mais elles atteindront certainement des dizaines ou des centaines de milliards de dollars dans les années à venir, garantissant ainsi que les budgets futurs du Pentagone atteindront des milliers de milliards.

## L'armement des technologies émergentes

Si le Pentagone se concentre davantage sur le développement d'armes futures, c'est parce qu'il part du principe que la Chine et la Russie resteront des adversaires majeurs pendant des décennies et que les guerres futures avec ces pays, ou d'autres grandes puissances, pourraient être largement décidées par la maîtrise de l'intelligence artificielle (IA) ainsi que d'autres technologies émergentes. Il s'agit notamment de la robotique, de l'hypersonique (projectiles qui volent à plus de cinq fois la vitesse du son) et de l'informatique quantique. Comme l'indique la demande de budget du Pentagone pour 2024 :

« Un éventail de plus en plus large de technologies en évolution rapide et d'applications innovantes de technologies existantes complique la capacité du département [de la Défense] à conserver un avantage en matière de crédibilité au combat et de dissuasion. Les nouvelles capacités telles que les armes spatiales, les armes hypersoniques, les charges utiles et les vecteurs nouveaux et émergents... créent un potentiel accru... pour des changements dans la perception de la dissuasion de la puissance militaire des États-Unis. »

Les hauts fonctionnaires insistent sur le fait que, pour s'assurer que le pays puisse dominer les forces chinoises et/ou russes dans toutes les situations imaginables, Washington doit investir massivement dans les technologies de pointe susceptibles de dominer les futurs champs de bataille. En conséquence, 17,8 milliards de dollars de ce budget RDT&E de 145 milliards de dollars seront directement consacrés au développement de la science et de la technologie dans le domaine militaire. Ces fonds, explique le Pentagone, seront utilisés pour accélérer la militarisation de l'intelligence artificielle et la croissance d'autres technologies émergentes, en particulier la robotique, les systèmes d'armes autonomes (ou sans pilote) et les missiles hypersoniques.

L'intelligence artificielle (IA) présente un intérêt particulier pour le ministère de la Défense, compte tenu de son large éventail d'utilisations militaires potentielles, notamment l'identification et l'évaluation des cibles, l'amélioration des systèmes de navigation et de ciblage des armes, et la prise de décision assistée par ordinateur sur le champ de bataille. Bien qu'il n'y ait pas de chiffre total pour la recherche et le développement de l'IA proposé dans la version non classifiée du budget 2024, certains programmes individuels sont mis en évidence. L'un d'entre eux est le système de commandement et de contrôle interarmées tous domaines (JADC2), une matrice de capteurs, d'ordinateurs et de dispositifs de communication dotés d'IA et destinés à collecter et à traiter des

données sur les mouvements de l'ennemi et à transmettre ces informations à la vitesse de l'éclair aux forces de combat dans tous les « domaines » (air, mer, terre et espace). Avec un budget de 1,3 milliard de dollars, JADC2 n'est peut-être pas « le plus gros chiffre du budget », a déclaré le sous-secrétaire à la Défense Michael J. McCord, mais il constitue « un concept d'organisation très central de la manière dont nous essayons de relier les informations entre elles. »

L'IA est également essentielle au développement – et oui, les acronymes ne manquent pas dans les documents du Pentagone : des systèmes d'armes autonomes, ou des véhicules aériens sans pilote (UAV), des véhicules terrestres sans pilote (UGV) et des navires de surface sans pilote (USV). Ces engins – que leurs détracteurs qualifient beaucoup plus crûment de « robots tueurs » – combinent généralement une plate-forme mobile quelconque (avion, char ou navire), un « mécanisme de mise à mort » embarqué (canon ou missile) et la capacité d'identifier et d'attaquer des cibles avec un minimum de supervision humaine. Convaincus que le champ de bataille futur sera de plus en plus meurtrier, les responsables du Pentagone cherchent à remplacer le plus grand nombre possible de plates-formes avec équipage (navires, avions et artillerie) par des drones, des UGV et des USV avancés.

La demande de budget pour 2024 n'inclut pas de montant total pour la recherche sur les futurs systèmes d'armes sans pilote, mais on peut compter sur une chose : il s'agira de plusieurs milliards de dollars. Le budget indique que 2,2 milliards de dollars sont demandés pour les premiers achats de véhicules aériens sans pilote MQ-4 et MQ-25, et ces chiffres ne manqueront pas d'augmenter au fur et à mesure que les systèmes robotiques expérimentaux passeront à la production à grande échelle. Un montant supplémentaire de 200 millions de dollars a été demandé pour la conception d'un grand USV, essentiellement une frégate ou un destroyer sans équipage. Une fois que des prototypes de ce type auront été construits et testés, la marine prévoit d'en commander des dizaines, voire des centaines, créant instantanément un marché de plus de 100 milliards de dollars pour une force navale dépourvue de l'équipage humain habituel.

L'hypersonique est un autre domaine qui retient toute l'attention du Pentagone, car ces projectiles voleront si vite et manœuvreront avec une telle habileté (tout en frôlant la couche extérieure de l'atmosphère) qu'il devrait être pratiquement impossible de les suivre et de les intercepter. La Chine et la Russie possèdent déjà des armes rudimentaires de ce type, et la Russie aurait tiré certains de ses missiles hypersoniques Kinzhal sur l'Ukraine au cours des derniers mois.

Comme le Pentagone l'a indiqué dans sa demande de budget : « Les systèmes hypersoniques augmentent notre capacité à mettre en danger des cibles éloignées, réduisent considérablement le temps nécessaire pour frapper une cible et leur manœuvrabilité augmente la capacité de survie et l'imprévisibilité. Le ministère accélérera la mise en œuvre de la capacité de transformation permise par les systèmes d'armes de frappe hypersoniques basés sur l'air, la terre et la mer, afin de relever les défis de notre future domination du domaine du champ de bataille. »

## MAROC

## Le marocain Managem mènera au moins 2 000 m de forage sur l'or de Senala en 2023 au Sénégal

Senala est un projet aurifère prometteur acquis récemment par le marocain Managem auprès de la compagnie minière canadienne lamgold. En finançant des travaux d'exploration sur le projet jusqu'en février 2024, Managem peut faire passer sa participation dans Senala de 51 % à 70 %.

Au Sénégal, le départ du canadien lamgold du projet aurifère Senala n'aura pas d'impact majeur sur la campagne d'exploration qui y est prévue cette année. C'est ce qu'il faut retenir d'une mise à jour publiée le 16 mai par Oriole Resources, détenteur de 41,65 % aux côtés du nouveau propriétaire Managem, précisant que le groupe marocain devrait superviser un programme de forage au diamant (DD) planifié cette année à Faré, l'un des cinq prospects de l'actif.

« Nous sommes ravis de voir l'activité reprendre à Faré, où nous savons qu'il existe un potentiel pour étendre la ressource initiale existante à Faré Sud, identifier des ressources supplémentaires à Faré Sud et Faré Nord, et tester des cibles supplémentaires identifiées au cours du programme de forage à la tarière de 2022 », a commenté Tim Livesey, PDG d'Oriole Resources. Pour rappel, Managem a officialisé fin avril le rachat de plusieurs actifs sénégalais appartenant à lamgold, y compris une participation de 51 % dans le projet Senala. Selon un accord conclu en 2018 par l'ancien propriétaire, le groupe marocain doit désormais consacrer environ 4 millions de dollars à l'exploration sur le projet d'ici février 2024, afin de gagner un intérêt supplémentaire de 19 %. Il détiendra alors 70 % dans le projet à travers une filiale locale dénommée AGEM Sénégal Exploration.

## MAROC

## Une économie dépendante des revenus du haschich

*Légalisée et encadrée par une agence dédiée, l'activité illicite du cannabis et de toutes sortes de drogues génère des milliards de dollars de revenus et finance désormais l'économie du Maroc, pays classé premier producteur mondial de cette substance dangereuse cultivée dans le Rif, région soumise à une véritable politique de "terre brûlée" pour en finir avec son esprit contestataire.*

Sous le subterfuge de "fins médicales, cosmétiques et industrielles", le Makhzen a décidé de légaliser la "culture" du cannabis pour faire de ce trafic une de ses principales sources de revenus, ainsi qu'un moyen de nourrir ses réseaux de corruption à grande échelle, en sacrifiant toute une région qui lui était toujours hostile, soulignant des parties de la société civile marocaine et plusieurs instances internationales ayant eu à traiter ce dossier.

Dans un récent rapport, l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) s'était alarmé de l'ampleur de ce phénomène, en désignant le Maroc comme "la plaque tournante du trafic de la drogue et du kif dans le monde". Une étude de l'Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée (un réseau indépendant) a évalué, quant à elle, la production marocaine annuelle de cannabis à plus de 700 tonnes, pour une valeur de 23 milliards de dollars. Pour sa part, le Centre international pour

la fiscalité et le développement, qui avait consacré une analyse à ce sujet, a relevé que l'enjeu principal de la légalisation du cannabis au Royaume était celui de "mobiliser de nouvelles recettes financières" pour financer son économie, tout en mettant en garde contre les "répercussions sur les réserves de sol et d'eau de cette culture" sur les régions concernées.

Figurant en première place des pays producteurs de cannabis dans le monde, le Maroc mise de plus en plus sur ce trafic pour engranger des recettes et pour faire taire les tensions dans le Rif, notamment dans les provinces d'Al-Hoceima, de Chefchaouen et de Taounate, régions surpeuplées et soumises à la pauvreté extrême et qui dépendent du cannabis. Les profits générés par le trafic de haschisch et de drogue dure sont d'une ampleur financière telle qu'ils permettent au Royaume de nourrir la corruption, soulignent deux chercheurs européens, dans un ouvrage consacré à "l'économie de la drogue et réseaux de corruption au Maroc".

Les auteurs de cette étude confirment que la "culture" du cannabis représente au Maroc la plus importante source de devises dans l'économie du pays, tout en précisant que "les profits de la drogue sont à l'origine de réseaux de corruption et de clientélisme allant du village aux plus hauts niveaux des autorités de l'Etat et que ces réseaux se prolongent jusqu'à l'Europe".

Ces données en effet appuyées par l'organisation internationale de police criminelle (Interpol), estimant qu'environ 90% du haschich saisi en Europe provenait du Rif marocain.

Le département d'Etat américain s'était également inquiété de l'ampleur du blanchiment d'argent au Maroc issu du trafic de cannabis et du transit de la Cocaïne destinée à l'Europe.

Dans un de ses rapports sur ce phénomène, il avait évalué le trafic de drogue et du haschich à près de 23% du PIB du Maroc.

## TUNISIE

## Le tourisme reprend son envol

Pays touristique par excellence, aux multiples attraits et produits avec ses destinations de rêve, ses richesses culturelles, historiques, thermales uniques au monde, la Tunisie reste une destination touristique de choix, longtemps sollicitée et promue par les Tour Opérateurs. En dépit de la conjoncture nationale et internationale, le tourisme national reprend de belle. 2023 s'annonce donc sous de bons auspices : la Tunisie a connu une affluente respectable au cours des quatre premiers mois de l'année (1er janvier-10 mai), avec l'arrivée aux frontières de 2.429.000 touristes, soit une croissance d'environ 93,5 % par rapport à la même période de 2022 et d'environ -0,6% de 2019. On est presque à 99,4% des recettes de 2019, année record pour le secteur. Les indicateurs sont au

vert. Le secteur touristique reprend ses forces en générant des recettes (1er janvier-30 avril) moyennant 1.297.7 millions de dinars, avec une évolution de 59% de celles collectées en 2022 et d'environ +2,2% par rapport à la même période de 2019. Les professionnels du secteur, eux, sont optimistes quant au déroulement de la saison touristique 2023. Tout laisse présager que cette tendance haussière devrait se poursuivre. Si 2022 a été l'année de la relance pour le tourisme tunisien, 2023 devrait être celle du challenge. Le ministère de tutelle, qui a déployé des efforts considérables pour assurer une reprise soutenue pendant la saison estivale 2022 après deux ans de crise sanitaire et les stigmates du maudit virus sur ce secteur névralgique, est en train d'accélérer la cadence pour le prochain

été. La mobilisation générale de l'ensemble des acteurs, aujourd'hui, et les actions offensives menées en matière de promotion de la destination Tunisie, depuis des mois, permettront de repositionner le tourisme comme secteur clé de l'économie nationale, en développant de nouvelles offres thématiques et transverses, en doublant la capacité aérienne et en renforçant la promotion et le marketing, notamment à travers le digital. Et pour revigorer ce secteur, générateur de richesses, de rentrées importantes de devises, et à forte valeur ajoutée, il est impératif de récupérer nos marchés classiques, de tenter de pénétrer d'autres marchés mondiaux et de diversifier davantage le produit touristique. Avec ce qu'elle dispose comme atouts touristiques, la Tunisie adresse aujourd'hui son message à tous

les pays du monde que son tourisme garde le cap, malgré les quelques événements qui visaient à porter atteinte à la saison touristique, comme l'acte criminel vécu la semaine dernière à Djerba. Mais cela n'aura certainement pas de répercussions économiques néfastes sur la prochaine saison estivale. D'ailleurs, aucune annulation ou report des réservations n'ont été enregistrés. La destination Tunisie garde toujours son attrait grâce aux moyens mobilisés et la stratégie de marketing et de promotion engagée pour réussir la saison. Le ministère a assuré, en outre, une bonne communication de crise pour rassurer les différentes parties prenantes, regagner la confiance des touristes et envoyer un certain nombre de messages rassurants concernant la sécurité.

## MAURITANIE

## Table ronde sur la croissance inclusive et les opportunités de l'entrepreneuriat en zone MENA

L'Agence de Promotion des Investissements en Mauritanie (APIM), la Jeune Chambre de Commerce de Mauritanie (JCCM) ont organisé en coopération avec le Fonds Monétaire International (FMI), une table ronde sur la croissance inclusive et les défis et opportunités pour l'entrepreneuriat au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (zone MENA).

Cette table ronde s'inscrit dans le cadre d'une série de manifestations préparatoires organisées par le FMI dans la région du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), avant les Assemblées annuelles du Groupe de la Banque Mondiale-FMI, qui se tiendront à Marrakech, Maroc, en octobre 2023.

Dans son discours d'ouverture le ministre des Affaires Économiques et de la Promotion des Secteurs Productifs M. Ousmane Mamoudou Kane, a indiqué qu'il faut préparer les conditions nécessaires à la promotion de l'investissement

privé afin d'encourager les investisseurs nationaux et étrangers en accordant un intérêt particulier aux femmes et aux jeunes.

Pour sa part, Mme Aissata Lam, directrice générale de l'Agence de Promotion des Investissements en Mauritanie a indiqué que : « Bien que de nombreux pays de la région aient réalisé des progrès importants dans la promotion de l'inclusion économique et sociale, il reste encore un chemin à parcourir pour garantir l'égalité des chances pour tous les acteurs économiques notamment, en termes de financements et d'accompagnement par l'administration. Nous avons comme objectif, à l'APIM, de contribuer à combler ce fossé à travers nos services internes, notamment le Guichet Unique des entreprises, la collecte des données qui montrent la différence entre les genres et la promotion de politiques publiques sensibles au genre, surtout dans le domaine de l'investissement ».

En ce qui la concerne, Mme Anta Ndoye, Représentante Résidente du FMI en Mauritanie a précisé que : « Dix ans après le printemps arabe, offrir des opportunités plus grandes et plus équitables à tous, en particulier aux jeunes, aux femmes et aux entrepreneurs, reste une priorité essentielle pour la région. Les nouveaux défis mondiaux liés à la pandémie et à la guerre en Ukraine ne doivent pas faire dérailler les efforts régionaux pour un modèle de développement plus inclusif. Bien au contraire, les pays doivent rester encore plus engagés dans des réformes qui aboutiront à des économies plus résilientes, tout en créant des opportunités pour tous ».

De son côté, Mme. Fatimetou Bellamech, directrice du Guichet Unique des Entreprises relevant de l'APIM, a présenté les résultats de travaux du Guichet au cours des dernières années et son rôle pour faciliter la création d'entreprises et le

développement des investissements en Mauritanie, en particulier en matière de promotion de l'entrepreneuriat féminin, en tant qu'atout économique prioritaire.

Les échanges autour de la table ronde, qui a duré deux heures, ont connu une large participation d'acteurs publics et privés en Mauritanie, ainsi que de représentants d'organisations régionales et internationales.

Au cours de la table ronde, les intervenants ont discuté de sujets tels que les causes et les effets macroéconomiques des écarts importants entre les hommes et les femmes sur les marchés du travail de la région MENA, les implications et les réponses politiques potentielles à l'accès encore limité aux services financiers pour de nombreux ménages et entreprises de la région, et les obstacles pour les start-ups, y compris les obstacles réglementaires auxquels sont confrontés les entrepreneurs.

SELON LE FMI

## Le Ghana vise un allègement du service de la dette extérieure de 10,5 milliards \$ entre 2023 et 2026

*Aux prises avec une grave crise économique, Accra avait suspendu en décembre 2022 le remboursement de la majeure partie de sa dette extérieure en attendant des accords avec l'ensemble des créanciers sur sa restructuration.*

Le Ghana vise un allègement du service de la dette extérieure de 10,5 milliards de dollars durant la période 2023-2026, a annoncé le Fonds monétaire international (FMI) dans une nouvelle analyse de la viabilité de la dette du pays publiée jeudi 18 mai. Par ailleurs, l'institution a précisé que la dette de ce pays d'Afrique de l'Ouest devrait passer d'un niveau « insoutenable » actuellement à un niveau correspondant à un « risque modéré d'endettement » en 2028. « L'objectif du gouvernement ghanéen est de réduire le ratio de la dette publique/produit intérieur brut (PIB) de 88,1% à fin 2022 à 55 % en 2028, et le ratio du service

des prêts extérieurs par rapport aux recettes publiques à 18 % », a-t-on ajouté de même source. Le FMI avait annoncé mercredi 17 mai que son conseil d'administration a approuvé un programme d'aide de 3 milliards de dollars en faveur du Ghana, avec un premier décaissement immédiat d'environ 600 millions de dollars, indiquant que ce plan de sauvetage vise à accompagner des réformes portant sur le rétablissement de la stabilité macroéconomique et la viabilité de la dette. La Banque mondiale s'est de son côté engagée à décaisser 1,6 milliard de dollars en faveur du Ghana, à titre d'appui budgétaire et de soutien à la balance des paiements. Accra avait suspendu, en décembre dernier,

le remboursement de la majeure partie de sa dette extérieure, qui siphonnait environ 70% des recettes publiques. Le pays espère signer un accord sur la restructuration de sa dette extérieure avec ses créanciers officiels d'ici juin ou juillet 2023 et un autre accord distinct « à peu près en même temps » avec ses créanciers privés, selon le ministère des Finances. Aux prises avec une grave crise économique consécutive au ralentissement provoqué par la pandémie du coronavirus et les retombées de la guerre en Ukraine, le Ghana avait demandé en janvier 2023 la restructuration de la dette extérieure au titre du cadre commun du G20.

### POUR ÉTENDRE SES OPÉRATIONS EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE La plateforme de financement M-Kopa lève 255 millions \$

La start-up, qui revendique l'octroi d'un milliard de dollars de crédits à environ 3 millions de clients non bancarisés, s'appête à s'implanter en Afrique du Sud et à étendre ses activités au financement de l'acquisition des motos électriques.

La plateforme kényane de financement M-Kopa a bouclé une levée de fonds de 255 millions de dollars sous forme de capitaux propres et de prêts pour financer l'expansion de ses opérations en Afrique subsaharienne, a rapporté Reuters ce lundi 15 mai. La banque sud-africaine Standard Bank a arrangé et participé à la levée de 200 millions de dollars sous forme d'instruments de dette alors que la multinationale japonaise Sumitomo Corporation, qui avait déjà pris une participation de 5 millions de dollars dans M-Kopa en 2018, a injecté 36,5 millions de dollars supplémentaires dans la start-up sous forme de capitaux propres.

La société d'investissement britannique Lightrock, la Société financière internationale (SFI), la banque d'investissement spécialisée dans les marchés frontières Lion Head's Group et l'institution britannique de financement du développement British International Investment ont également participé à cette levée de fonds, selon The Financial Times.

Fondée en 2011, M-Kopa a entamé ses opérations au Kenya avant d'étendre ses activités à l'Ouganda, à la Tanzanie, au Nigeria et au Ghana. A ce jour, la start-up revendique l'octroi de près d'un milliard de dollars de crédits à environ 3 millions de clients non bancarisés pour financer l'achat de produits tels que les smartphones, les systèmes d'énergie solaire hors réseaux et les contrats d'assurance santé.

### START-UPS BLOCKCHAIN AFRICAINES

## Elles se concentrent avant tout sur les contrats intelligents et la gestion des identités

Les jeunes pousses africaines opérant dans le domaine de la blockchain commencent à émerger, mais elles font face à un manque de financement, à un accès limité à des programmes de formation et aux fausses idées répandues sur cette technologie injustement associée aux fraudes liées aux cryptoactifs. 80,5% des fondateurs des start-up blockchain africaines déplorent le manque de soutien de la part l'Etat, au développement de cette technologie dont les domaines d'application et les cas d'usage sont extrêmement variés, selon un rapport publié en avril dernier par le think tank Africa Blockchain Institute. Intitulé « Africa Blockchain Report 2023 », le rapport se base sur une enquête réalisée auprès d'un échantillon représentatif de fondateurs des jeunes pousses du secteur dans quatre pays africains (Sénégal, Maroc, Maurice, Ethiopie). Evoquant le soutien dont ils ont besoin, ces acteurs de l'écosystème blockchain ont notamment cité le financement (58,5%) la formation (43,9%), le mentorat entrepreneurial

(29,3%), les programmes d'accélération (26,8%), l'appui à l'accès au marché (22%) et les programmes d'incubation (17,1%).

#### Aperçu des start-ups blockchain du Sénégal.

Réalisé en collaboration avec Algorand Foundation, une organisation à but non lucratif qui œuvre pour le développement de la technologie blockchain à travers le monde, le rapport révèle également que le principal défi auquel font face les start-up opérant dans le domaine de la blockchain en Afrique reste le manque de financement (56,1%). L'insuffisance de l'accès à des programmes de formation et les fausses idées répandues sur la technologie blockchain arrivent ex-aequo en deuxième position (39%), devant le cadre réglementaire inadéquat (31,7%) et le manque d'incubateurs (17,1%).

### EGYPTE

## La BERD abaisse ses prévisions de croissance économique pour l'exercice 2022/2023, à 4%

L'institution souligne que le ralentissement du rythme de croissance de l'économie égyptienne découle essentiellement des « vulnérabilités budgétaires et extérieures plus importantes que prévu », ainsi que des prix élevés des matières premières et d'une inflation galopante.

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a estimé, dans un rapport publié le 16 mai, que la croissance de l'économie égyptienne devrait ralentir à 4% au cours de l'exercice fiscal 2022/2023 (1er juillet-30 juin), contre une précédente estimation de 4,7% datant du mois de février dernier.

L'institution financière a également revu à la baisse ses prévisions de croissance économique pour le pays le plus peuplé du monde arabe durant l'exercice 2023/2024 à 4,8 %,



## European Bank

for Reconstruction and Development

soit une baisse de 0,2 % par rapport à sa projection de février. Elle a expliqué dans son « Rapport sur les perspectives économiques régionales » que le ralentissement du rythme de croissance de l'économie égyptienne découle essentiellement des « vulnérabilités

budgétaires et extérieures plus importantes que prévu », ainsi que des prix élevés des matières premières et d'une inflation galopante. La BERD a d'autre part précisé que les facteurs qui pourraient ralentir davantage la croissance de l'économie égyptienne sont de nouvelles

pressions inflationnistes, un resserrement des conditions monétaires, des difficultés à obtenir des financements extérieurs et des progrès lents dans la mise en œuvre des réformes structurelles.

Les facteurs qui pourraient favoriser une croissance plus vigoureuse sont, quant à eux, une éventuelle augmentation des exportations de gaz naturel et les retombées positives des réformes de l'environnement des affaires, prévues dans le cadre du programme soutenu par le Fonds monétaire international (FMI).

Créée en 1990 pour faciliter le passage à une économie de marché dans les pays d'Europe centrale et orientale, la BERD avait élargi en 2011 sa zone d'intervention à la partie méridionale et orientale de la Méditerranée.

## MATIÈRES PREMIÈRES

# L'or et le nickel perdent pied, le café flambe

*L'or a subi des pertes marquées sur la semaine, pénalisé par la hausse du dollar et le réajustement du marché à une politique monétaire de la Fed peut-être moins adoucie que prévu. L'once d'or, qui s'échangeait pour 1.958,53 dollars vers 13H45 GMT (15H45 à Paris), avait atteint la veille 1.960,07 dollars, un plus bas depuis début avril.*

Sept jours plus tôt en fin d'échanges, elle coûtait encore 2.010,77 dollars. Cette semaine, «l'or est repassé sous le cap symbolique important de 2.000 dollars en raison de l'optimisme du marché quant à un accord sur le plafond de la dette américaine», explique à l'AFP Han Tan, analyste chez Exinity. La valeur refuge a souffert de propos encourageants au fil des jours, le chef des républicains à la Chambre des représentants Kevin McCarthy évoquant notamment une «percée» dans ces négociations jeudi soir. L'or, valeur refuge, avait profité début mai du risque d'un défaut de paiement américain, qui semble donc s'estomper. Mais après des indicateurs sur l'économie américaine qui ont surpris par leur vigueur, les investisseurs jugent aussi que la Réserve fédérale américaine pourrait encore relever ses taux cette année, ou commencer à les baisser plus tard qu'ils ne le prévoient pour l'instant. «Les chances d'une hausse des taux en juin sont faibles, mais elles sont remontées sur la se-

maine», commente Fawad Razaqada, analyste chez Forex.com. Des taux plus élevés font grimper le dollar et font donc baisser le pouvoir d'achat des investisseurs qui utilisent d'autres devises.

**Le nickel fond**

Les cours du nickel fléchissaient sur la semaine sur le London metal Exchange (LME), la lenteur de la reprise chinoise et la baisse de la demande d'acier inoxydable, plombant le métal. Jeudi, le métal a touché un plus bas depuis début septembre, à 20.895 dollars la tonne. «Les métaux de base ont subi des pressions après que les données économiques chinoises se sont une fois de plus révélées plus faibles que prévu», explique Thu Lan Nguyen, de Commerzbank. La reprise économique de la Chine, qui influe fortement sur la demande de métaux de base dont le pays est un grand consommateur, reste en effet saccadée. Une série d'indicateurs économiques moins bons qu'attendu pour avril, comme la consommation des ménages ou la production industrielle,

ont freiné les espoirs d'une reprise économique forte et constante du pays depuis la levée en décembre des restrictions strictes contre le Covid-19. En plus de la tendance baissière globale des métaux industriels, le nickel connaissait également un «creux en raison de la faible demande du secteur de l'acier inoxydable, ce dernier dépassant les niveaux de novembre 2020» marqués par une très faible demande, note Daria Efanova, de Sucden Financial. Sur le LME, la tonne de nickel pour livraison dans trois mois s'échangeait à 21.500 dollars vendredi, contre 22.217 dollars le vendredi précédent à la clôture.

**Le café brûle**

Les prix du café ont flambé sur la semaine, le robusta à Londres atteignant même un nouveau record de prix de plus d'une décennie, en raison d'un approvisionnement serré conjugué à une forte demande et des achats spéculatifs des investisseurs. Le café robusta a culminé vendredi à Londres à 2.607 dollars la tonne, un prix

plus vu depuis juin 2011. «Les approvisionnements de robusta sont encore serrés sur le marché en raison de la forte demande», pousse les cours vers le haut, explique Jack Scoville, de Price Group. Pour l'analyste, le prix du café à Londres grimpeait également en raison «d'achats spéculatifs» des investisseurs. Le marché du robusta est en effet particulièrement tendu, de nombreux pays producteurs comme le Vietnam ou la Colombie indiquant qu'ils sont à court de café, ajoute-t-il. «La récolte brésilienne de robusta bat son plein et promet d'aider à soulager les approvisionnements restreints sur ce marché», ce qui devrait ainsi soulager les cours sur le plus long terme, poursuit Jack Scoville. Sur l'ICE Futures US de New York, la livre d'arabica pour livraison en mai valait 188,75 cents, contre 182,85 cents sept jours auparavant. Sur le Liffe de Londres, la tonne de robusta pour livraison en mai valait 2.588 dollars vendredi contre 2.432 dollars il y a une semaine à la clôture.

## GUERRE EN UKRAINE

## Le G7 demande à la Chine de mettre la pression sur la Russie

A Hiroshima, ravagée par une bombe atomique américaine en 1945, les dirigeants ont appelé samedi la Chine à «faire pression sur la Russie pour qu'elle cesse son agression» contre l'Ukraine et «retire immédiatement, totalement et sans conditions ses troupes», alors que Pékin reste un allié proche de Moscou et n'a jamais condamné l'invasion russe.

Alors que le Premier ministre russe Mikhaïl Michoustine effectuera une visite en Chine les 23 et 24 mai avec au menu «la coopération sino-russe dans les domaines économique et commercial», les dirigeants du G7 ont appelé, ce samedi à Hiroshima, la Chine à «faire pression sur la Russie pour qu'elle cesse son agression» contre l'Ukraine. Cette déclaration intervient alors que mi-mars, le président chinois Xi Jinping et son homologue russe Vladimir Poutine avaient loué l'entrée dans une «nouvelle ère» de leur relation «spéciale», à l'issue d'un sommet à Moscou. Pour rappel, depuis près de 15 mois de conflit en Ukraine, la Chine n'a jamais publiquement condamné l'intervention militaire de Moscou même si elle appelle régulièrement au respect de la souveraineté des Etats. Se présentant comme partie neutre dans le conflit, Pékin entend jouer un rôle de médiateur. Or, aux yeux de certaines capitales européennes, la position chinoise est disqualifiée en raison de ses liens économiques et diplomatiques avec Moscou. Cette semaine, la Chine a envoyé un émissaire en Europe en vue d'un règlement politique de la crise ukrainienne. Après l'Ukraine mardi et mercredi, Li Hui est allé en Pologne vendredi avant de se rendre en France, Allemagne et Russie. Âgé de 70 ans, Li Hui est le diplomate chinois au rang le plus élevé à se

rendre en Ukraine depuis l'invasion à grande échelle du territoire ukrainien par les troupes russes fin février 2022. Fin avril, le président chinois Xi Jinping s'était entretenu par téléphone, avec son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky, une première depuis le début du conflit. La Chine avait publié fin février sa position en 12 points sur la crise ukrainienne, dans laquelle elle exhortait notamment à respecter l'intégrité territoriale de tous les pays - sous-entendu Ukraine comprise.

**La Chine au menu du G7**

Alors que les tensions sont extrêmement fortes entre les Etats-Unis et la Chine, le G7 a par ailleurs affirmé vouloir des relations «constructives et stables» avec Pékin. «Nous sommes prêts à bâtir des relations constructives et stables avec la Chine», ont affirmé dans leur communiqué les chefs d'Etat et de gouvernement des sept démocraties les plus industrialisées, dont les Etats-Unis, le Japon et la France, en évoquant «l'importance de dialoguer franchement» avec les autorités chinoises. A ce titre, ils réaffirment leur «opposition» à toute «militarisation» chinoise en Asie-Pacifique. Outre la guerre en Ukraine et le renforcement des sanctions contre la Russie, le G7 consacre une large part de ses discussions à la Chine, et en particulier aux moyens de se protéger d'un éventuel chantage économique de Pékin, en diversifiant la production et les chaînes d'approvisionnement, alors que le gouvernement chinois s'est montré disposé à recourir à des entraves au commerce, à des fins diplomatiques. Les dirigeants des pays du G7 ont prévenu samedi que toute tentative de «coercition

économique» aurait «des conséquences», visant implicitement les pratiques de la Chine mais sans la nommer.

«Nous exprimons notre vive inquiétude au sujet de la coercition économique» qui nuit non seulement au commerce international mais «porte également atteinte à l'ordre international fondé sur le respect de la souveraineté et de l'Etat de droit et, en fin de compte, compromet la sécurité et la stabilité mondiale», ont-ajouté les dirigeants du G7.

**Ce n'est «pas un G7 antichinois»**

Le G7 est particulièrement préoccupé par sa vulnérabilité dans des secteurs stratégiques tels que les minerais essentiels, les semi-conducteurs et les batteries électriques. Ces derniers mois, Washington a mené une intense campagne visant à restreindre l'accès de la Chine aux outils avancés de fabrication de semi-conducteurs, en invoquant des préoccupations de sécurité nationale et en poussant le Japon et les Pays-Bas à prendre des mesures similaires. Les pays européens, en particulier la France et l'Allemagne, tiennent néanmoins à s'assurer que l'élimination des risques ne signifie pas la rupture des liens avec la Chine, l'un des plus grands marchés du monde. Paris veut notamment faire entendre sa petite musique sur le positionnement à l'égard de Pékin, appelant les Européens à ne pas s'aligner sur une approche de confrontation caressée par Washington.

Ce n'est «pas un G7 antichinois», a insisté l'Elysée en amont du sommet, en souhaitant «un message positif» de coopération «à condition que nous négocions ensemble».

## DETTE AMÉRICAINE

## Biden pense toujours «éviter le défaut» de paiement

Les négociations sur la dette américaine sont restées tendues samedi et le président Joe Biden a prévenu qu'il ne céderait pas aux demandes «extrêmes» des républicains, mais il s'est aussi dit optimiste sur la capacité de conclure un accord dans les prochains jours. «Je pense toujours que nous serons capables d'éviter un défaut» de paiement, a-t-il assuré à des journalistes en marge du sommet du G7 à Hiroshima (ouest du Japon).

L'administration démocrate et l'opposition républicaine sont engagées dans une course contre la montre pour éviter un défaut de paiement des Etats-Unis. Cela pourrait se produire à partir du 1er juin, avec des conséquences potentiellement catastrophiques pour l'économie américaine, et même mondiale. Vendredi, le chef des républicains à la Chambre des représentants Kevin McCarthy a quitté la table des négociations avec les représentants républicains Garret Graves et Patrick McHenry. Les discussions ont ensuite repris un peu après cette «pause».

Les républicains exigent des coupes budgétaires drastiques du gouvernement avant de donner leur feu vert au relèvement du plafond de la dette «Les différences sont grandes sur beaucoup de sujets», a déploré vendredi Patrick McHenry, cité par le site NewsNation. Quelques instants plus tôt, c'était la Maison Blanche qui avait reconnu buter sur de «réelles différences» avec l'opposition républicaine et indiqué que les discussions étaient «difficiles».

Mais la reprise des négociations nous rend «optimistes», a indiqué samedi la porte-parole de la Maison Blanche Karine Jean-Pierre. «Des discussions viennent de se terminer il y a quelques instants à peine» à Washington, a-t-elle assuré. Si Joe Biden n'accèdera pas aux demandes «extrêmes» des républicains, «il existe une voie qui permette de trouver un accord bipartisan raisonnable si les républicains reviennent de bonne foi à la table des négociations», a indiqué de son côté le directeur de communications de la Maison Blanche Ben LaBolt.

**Ligne rouge**

Les négociations se déroulent en l'absence du président Joe Biden, qui est au Japon pour la réunion du G7. Il a écourté sa tournée en Asie-Pacifique en raison de la crise de la dette américaine et doit rentrer à Washington dès dimanche après la fin du sommet de Hiroshima. «Il est informé quotidiennement» de l'état des négociations concernant la dette, et ce «plusieurs fois par jour», a précisé la porte-parole de la Maison Blanche.

Le point de friction entre les deux camps: la demande des républicains de réduire les dépenses fédérales, pour les ramener aux niveaux de 2022. C'est-à-dire couper 130 milliards de dollars de dépenses. «On ne peut pas dépenser davantage d'argent l'année prochaine», a affirmé Kevin McCarthy. Une ligne rouge que les démocrates refusent de franchir. L'administration Biden a de son côté fait pression pour prolonger le plafond d'emprunt jusqu'en 2025, selon les médias américains qui citent des responsables impliqués dans les pourparlers. Les démocrates veulent croire qu'un accord reste possible si les deux parties acceptent de ne pas obtenir satisfaction sur l'ensemble des demandes, selon une source proche des discussions. Et, de nouveau, les deux camps se rejettent mutuellement la responsabilité.

«Il est plus que temps que la Maison Blanche devienne sérieuse. Le temps presse», a tweeté Mitch McConnell, chef de la minorité républicaine du Sénat, accusant Joe Biden d'avoir attendu des mois avant d'accepter de négocier avec Kevin McCarthy. Les démocrates du Congrès, de leur côté, expriment une inquiétude croissante face aux revendications des républicains, qui veulent imposer des exigences de travail plus strictes aux bénéficiaires de certaines prestations sociales. «Les républicains menacent de faire chuter notre économie à moins que nous ne réduisions l'assurance-maladie, que nous expulsions des milliers de personnes de leurs logements sociaux et que nous mettions au chômage près d'UN MILLION d'Américains», a déploré l'élue démocrate Nanette Barragan, dans un tweet. Et d'ajouter que «leur plan fait passer la politique avant les êtres humains».

## BOURSES

## Progression en Chine et stagnation en Europe

Les Bourses européennes stagnent pour leur ouverture ce lundi à l'inverse de leurs homologues chinoises. Les chiffres de la consommation aux Etats-Unis annoncés cette semaine pourraient venir perturber à nouveau ces chiffres.

Réveil difficile pour les Bourses européennes. Alors que Londres reste fermée en raison du couronnement de Charles III, les Bourses de Paris et de Francfort ont ouvert ce matin à l'équilibre à +0,05% pour la première et +0,01% pour la seconde. Les places asiatiques, quant à elles, ont gagné 1,81% à Shanghai, 0,44% à Shenzhen et 1,2% à Hong Kong. Tokyo a, de son côté, reculé de 0,7% après un long week-end de cinq jours.

Ces chiffres indiquent différentes réactions face aux résultats de l'emploi aux Etats-Unis. Celui-ci a bondi de manière inattendue en avril confirmant ainsi la résilience de l'économie américaine. Mais les Bourses européennes restent méfiantes car la lutte contre l'inflation aux Etats-Unis demeure. Les prix à la consommation pour avril et les prix à la production seront publiés dans la semaine et permettront de connaître l'inflation. Car, si le marché de l'emploi demeure solide, l'activité économique des deux côtés de l'Atlantique a commencé à ralentir.

## La Fed et la BCE relèvent leurs taux

L'inflation demeure « trop élevée pour trop longtemps » en zone euro (les 20 pays à avoir adopté la monnaie unique) d'après la Banque centrale européenne (BCE). Et pour cause, l'inflation a navigué encore bien au-dessus de l'objectif de 2% en avril, regagnant 0,1 point de pourcentage, à 7%, après des mois de ralentissement. Toutefois, en excluant les prix d'énergie, de l'alimentation, du tabac et de l'alcool, l'inflation « sous-jacente » a reculé pour la première fois en un an, à 5,6% contre 5,7% en mars, selon Eurostat.

La Réserve fédérale des Etats-Unis (Fed) relève, de son côté, ses taux d'un quart de point de pourcentage, soit 25 points de base, indique-t-elle dans son communiqué. Le principal taux directeur de la Fed se situe désormais dans une fourchette de 5,00 à 5,25%, au plus haut depuis 2006, à l'issue d'une décision prise à l'unanimité.

Si les chiffres des Etats-Unis entraînent une réserve du côté européen, les Bourses chinoises affichent des échanges dynamiques après la remontée de la Bourse de New-York vendredi dernier et dans l'attente des chiffres de l'inflation en Chine cette semaine.

## L'Allemagne plombe les Bourses européennes

En Europe, l'activité économique ralentit. La production industrielle allemande a ainsi diminué de 3,4% en mars après une hausse de 2,1% en février. Une chute plus importante que ce que prévoient les analystes, qui misaient sur une baisse de 1,3%. Les commandes ont chuté encore plus lourdement, en baisse de 10,7%, du jamais vu depuis la pandémie de COVID.

Ce recul s'explique en grande partie par l'industrie automobile, qui représente à elle seule environ 20% de l'industrie allemande. Elle a diminué de 6,5% sur un mois. En cause : la crise des semi-conducteurs s'atténue progressivement mais continue de ralentir la production. Le gouvernement allemand mise sur une croissance de 0,4% sur l'ensemble de l'année 2023.

## POINT MARCHÉS

## Wall Street s'inquiète de la dette américaine

La Bourse de New York a fini vendredi en légère baisse après l'annonce d'une pause dans les négociations à Washington sur le relèvement du plafond de la dette des Etats-Unis. L'indice Dow Jones a cédé 0,33%, ou 109,28 points, à 33.426,63 points.

Le S&P-500, plus large, a perdu 6,07 points, soit 0,14%, à 4.191,98 points. Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 30,94 points (-0,24%) à 12.657,90 points.

Sur la semaine, le Dow a néanmoins gagné 0,38%, le S&P-500 1,65% et le Nasdaq 3,04%. Il s'agit des gains hebdomadaires les plus importants depuis fin mars pour le S&P et le Nasdaq. Après une ouverture en hausse vendredi, les grands indices de Wall Street sont passés dans le rouge avec l'annonce d'une pause

dans les négociations destinées à éviter aux Etats-Unis un défaut de paiement début juin en cas d'absence d'accord sur le relèvement du plafond de la dette fédérale.

Les discussions entre l'administration du président démocrate Joe Biden et les chefs de la majorité républicaine à la Chambre des représentants ont été suspendues en milieu de journée et aucune date n'a été annoncée pour leur reprise.

Autre facteur ayant pesé sur la tendance, la secrétaire au Trésor, Janet Yellen, a déclaré aux pa-

trons des banques américaines, selon CNN, qu'une consolidation du secteur pourrait être nécessaire après les déboires de plusieurs établissements, ce qui a pénalisé les valeurs des banques régionales.

Le président de la Réserve fédérale a en revanche tenu des propos plus favorables aux actions. Si Jerome Powell a réaffirmé que la banque centrale américaine restait déterminée à ramener l'inflation à son objectif de 2%, il a également souligné que les conséquences des récents problèmes dans le secteur bancaire

"réduisaient la pression" en faveur d'un relèvement des taux. Aux valeurs individuelles, Foot Locker a plongé de 27% après la révision à la baisse de ses prévisions de ventes et de bénéfices annuels en raison d'une faible demande et d'importantes promotions pour écouler ses stocks. Le distributeur d'articles de sport a entraîné dans sa chute Nike (-3,5%) et Under Armour (-4,2%). Morgan Stanley a perdu 2,7%, la banque ayant annoncé que son P-DG James Gorman quitterait son poste de directeur général dans l'année à venir.

## L'Europe en hausse, malgré la baisse de Wall St et les doutes sur la dette US

Les Bourses européennes ont fini en hausse vendredi, mais loin de leurs plus hauts du jour, tandis que Wall Street passait dans le rouge. Alors que les négociations sur le relèvement du plafond de la dette semblent à nouveau dans une impasse.

L'indice parisien CAC 40 est monté jusqu'à 7.523,56 avant de finir à 7.491,96 points, en hausse de 0,61%. Le Footsie britannique a pris 0,19% et le Dax allemand, qui a atteint en séance un nouveau record, a gagné 0,69%.

L'indice EuroStoxx 50 a pris 0,64%, le FTSEurofirst 300 0,68% et le Stoxx 600 0,66%.

Après avoir ouvert en hausse, les grands indices de Wall Street reculaient d'environ 0,3% au moment de la clôture en Europe.

Le principal négociateur républicain sur le dossier de la dette américaine a effet déclaré que les discussions entre son camp à la Chambre des représentants et l'administration Biden marquaient une pause, ravivant les incertitudes sur la conclusion d'un accord qui permettrait d'éviter un défaut de paiement des Etats-Unis début juin.

"Les négociateurs républicains viennent de quitter la table des discussions(...) C'est peut-être pour accroître la pression sur le groupe démocrate et profiter du fait que Joe Biden soit à l'étranger. Mais ce n'est certainement pas positif un vendredi après-midi (pour les marchés)", a déclaré Quincy Krosby chez LPL Financial.

Les Bourses européennes ont réduit leurs gains sur ces informations, mais le Stoxx 600 affiche tout de même une progression de 0,72% sur la semaine, sa meilleure performance hebdomadaire depuis mi-avril.

Le président de la Réserve fédérale a lui tenu des propos plus favorables aux actions, a ajouté Quincy Krosby. Si Jerome Powell a réaffirmé que la banque centrale restait déterminée à ramener l'inflation à l'objectif de 2%, il a également souligné que les conséquences des récents problèmes du

secteur bancaire "réduisaient la pression" en faveur d'un relèvement des taux.

## Taux

Les rendements obligataires de référence en zone euro et aux Etats-Unis ont largement réduit leur progression lorsque Jerome Powell s'exprimait à Washington, ses commentaires relançant les spéculations sur une pause dans la remontée des taux d'intérêt américains.

Le taux à dix ans allemand a fini en légère hausse, autour de 2,43%, après avoir frôlé 2,5% dans la journée.

Aux Etats-Unis, le rendement des Treasuries de même échéance gagnait un point de base à 3,6688%, après un pic en séance à 3,72%.

## Changes

Pour la même raison, le dollar (-0,44%) creuse ses pertes contre un panier de devises internationales. L'euro (+0,41%) en profite pour remonter à plus de 1,08.

## Valeurs

Peu de valeurs se sont distinguées en ce vendredi assez calme en micro et macroéconomie.

On peut noter toutefois le recul de 3,3% d'Adidas, victime collatérale de Foot Locker, qui chutait de 27,2% à Wall Street après avoir abaissé ses prévisions annuelles à cause d'une faible demande et d'importantes promotions pour écouler ses stocks.

## Pétrole

Affecté également par la suspension des discussions sur le relèvement du plafond de la dette fédérale américaine, le marché pétrolier cède du terrain: le Brent perd 0,37% à 75,58 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) 0,42% à 71,56 dollars.

## CAC 40

## Plus de dividendes versés en 2022, mais moins de rachats d'actions

Dans les groupes du CAC 40, les versements de dividendes ont atteint 67,5 milliards d'euros en 2022. Les rachats d'actions, eux, se sont élevés à 25 milliards d'euros. Soit les deux tiers des profits qui auront été reversés d'après l'ONG, l'Observatoire des multinationales. Quelle part de leurs profits les grands groupes du CAC 40 ont-ils reversé à leurs actionnaires ? « Les deux tiers » des profits réalisés en 2022, soit sous la forme de rachats d'actions ou de dividendes. Les dividendes ont atteint 67,5 milliards d'euros l'an passé selon l'ONG, Observatoire des Multinationales.

« Si les profits du CAC 40 se maintiennent en 2022 à un niveau légèrement inférieur à ceux de 2021, il n'en va pas de même pour les dividendes qui continuent leur augmentation inexorable d'année en année, pour atteindre 67,5 milliards sur les résultats 2022 - contre 57,5 milliards l'année précédente », affirme l'ONG dans son rapport annuel publié lundi.

## Le versement des dividendes en hausse

Les rachats d'actions, qui profitent aussi aux actionnaires en soutenant les cours en Bourse, ont légèrement reculé de 25 milliards d'euros à 26 milliards l'année précédente.

« Globalement, le CAC 40 aura donc redistribué les deux tiers de ses profits 2022 aux actionnaires sous forme de dividendes ou de rachats d'actions (contre 53% des profits 2021 et 2019, et 137% des profits 2020) », note l'ONG.

Toujours selon l'ONG, 34 des plus grands groupes « ont augmenté leur versement de dividende sur les profits 2022 (...), quelle que soit leur situation économique ». L'ONG affirme que les entreprises qui reversent le plus sont, logiquement, les plus profitables, à savoir TotalEnergies (10 milliards de dividendes et 7 milliards de rachats d'actions), LVMH (6 milliards de dividendes, et 1,6 de rachats) ou encore Axa (4 milliards de dividendes et 2,3 de rachats).

## Fort engouement pour le rachat d'actions

Dans le monde, l'engouement pour les rachats d'actions est également fort, de l'ordre de 1.310 milliards de dollars en 2022. Ce chiffre représente presque autant que le versement des dividendes. Celui-ci progresse à 1.390 milliards de dollars, d'après les chiffres du gestionnaire d'actifs Janus Henderson. Sur dix ans, le montant consacré aux rachats d'actions a triplé, tandis que celui des dividendes n'a augmenté que de 54%. En 2012, le montant des dividendes versés était deux fois supérieur aux rachats d'actions, alors que les deux sont quasiment égaux en 2022.

Cette pratique est beaucoup plus ancrée aux Etats-Unis, qui concentrent les trois-quarts des rachats d'actions effectués en 2022. Plus particulièrement, les médias et la technologie sont « traditionnellement portés sur les rachats d'actions », dont la valeur représentait « huit fois » les dividendes versés en 2022, souligne l'étude. Cette dernière cite notamment Meta, maison-mère de Facebook, et Al-

phabet, maison-mère de Google, qui préfèrent racheter leurs propres actions plutôt que de verser un dividende annuel. Apple a également acheté pour 89 milliards de dollars de ses actions en 2022, « 7% du total mondial », selon Janus Henderson.

## « Du cynisme », selon Emmanuel Macron

Le secteur pétrolier a connu la plus forte croissance des rachats d'actions, multipliés par quatre entre 2021 et 2022. Chevron a annoncé fin janvier l'un des plus gros programmes de rachats d'actions jamais annoncés, allant jusqu'à 75 milliards de dollars, et ExxonMobil va déboursier jusqu'à 50 milliards. Ces annonces n'ont pas été sans susciter des mécontentements politiques. Aux Etats-Unis, le budget 2024 du président Joe Biden prévoit notamment « un quadruplement de la taxe appliquée aux rachats d'actions ».

En France, Emmanuel Macron, lors d'une interview au micro de TF1 et de France 2, avait taclé ces entreprises fin mars. « Il y a quand même un peu un cynisme à l'œuvre, quand on a des grandes entreprises qui font des revenus tellement exceptionnels qu'ils en arrivent à utiliser cet argent pour racheter leurs propres actions ». Avant d'expliquer : « il faut trouver la bonne technique », a-t-il expliqué, pour que les entreprises qui « sont en train d'acheter leurs actions distribuent davantage à leurs salariés ».

## TITANIC

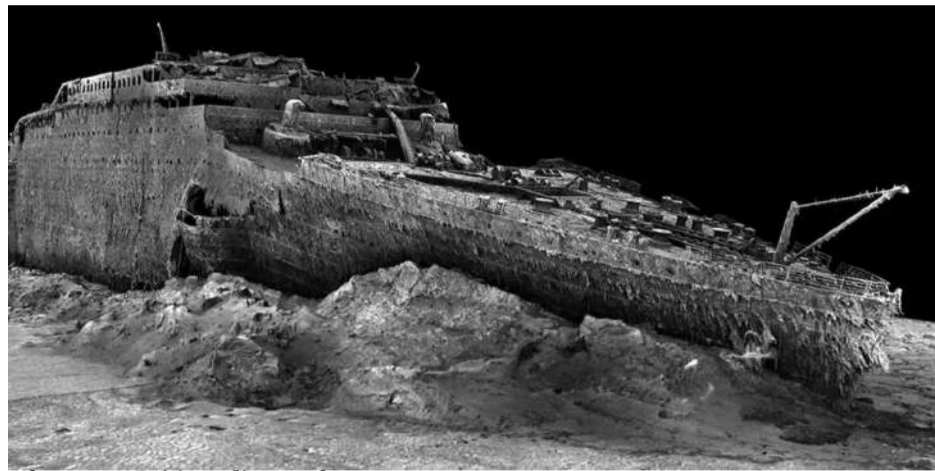
# Une vue 3D inédite du navire révélée grâce à un scan numérique

Echoué à quelque 3.800 mètres de profondeur, le Titanic n'a pas encore révélé tous ses secrets. Pour la première fois, un scan numérique a permis de modéliser intégralement le célèbre navire en 3D, grâce à une cartographie des fonds marins, rapporte la BBC.

Cette innovation permet de pallier les difficultés liées à la taille imposante du paquebot, ce qui rendait impossible le fait de le photographier dans son intégralité. Une société de cartographie de fonds marins, Magellan Ltd, est intervenue à l'été 2022. Pendant plus de 200 heures, elle a balayé le navire dans toute sa dimension et plus de 700.000 images ont été capturées.

« Faire avancer l'histoire du Titanic » Pour adopter la modélisation la plus fidèle possible, aucun centimètre carré n'a dû être oublié, même ceux où il n'y avait que de la boue, car celle-ci était « nécessaire pour remplir les espaces » avec les autres objets, a expliqué à nos confrères un représentant de Magellan Ltd. Et la précaution était de mise : « Nous ne sommes pas autorisés à toucher quoi que ce soit pour ne pas endommager l'épave » a-t-il confié.

L'objectif, selon lui : « Faire avancer l'histoire du Titanic vers une recherche basée sur des preuves et pas sur des spé-



culations. » Déjà en février, des images inédites de l'épave avaient été dévoilées par l'institut océanographique Woods Hole. Elles avaient été prises par le sous-marin américain Alvin et un outil télécommandé en 1986, soit plus de 70 ans après le naufrage du paquebot en 1912 au large de Terre-Neuve (Canada). 719 passagers avaient survécu à la catastrophe, 1.500 étaient décédés.

## GRÂCE À L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

### Une start-up peut être lancée en deux jours

Une cinquantaine de développeurs, réunis à Paris, ont innové la nouvelle attraction de la tech qui a déjà permis de voir émerger le fameux ChatGPT grâce à l'intelligence artificielle.

Du jeu vidéo à la photographie en passant par les cryptomonnaies : une cinquantaine de développeurs ont codé et innové tous azimuts ce week-end à Paris grâce à l'intelligence artificielle générative, la nouvelle attraction de la tech qui a déjà permis de voir émerger le fameux ChatGPT. En collaboration avec le géant Amazon Web Services, le fonds Frst a organisé un événement ce week-end, qui fournissait gratuitement l'accès à toute son infrastructure de services informatiques, dans l'espoir de voir émerger la prochaine invention de la « French Tech ».

Grâce au logiciel Stable Diffusion, un groupe essaie de faciliter l'utilisation des générateurs d'images virtuelles. Seulement avec 3 ou 4 photos, au lieu de plusieurs dizaines aujourd'hui, il sera possible d'obtenir des faux clichés de soi habillé en astronaute, en pompier, en vacances ou au travail, ont indiqué Aziz Kanoun, ingénieur logiciel diplômé à l'Insa Lyon, et Thomas Cloarec, expert en apprentissage machine.

L'objectif est de fournir des « images utilitaires », qui pourront être utilisées « sur LinkedIn ou sur Tinder », a souligné Thomas Cloarec, qui a déjà lancé sa start-up spécialisée, Photogen AI. Pour Gabriel de Vinzelles, associé du fonds Frst, le week-end est l'opportunité de réunir « des gens qui adorent coder et construire ensemble », d'après AFP. « Certains projets étaient déjà lancés et trouvent ici l'occasion d'accélérer, de passer une étape », a déclaré à l'AFP l'investisseur, qui a dû choisir parmi plus de 200 candidatures. Lundi soir, parmi la douzaine d'équipes en compétition, un jury composé de trois spécialistes doit récompenser le meilleur produit, en fonction de « son utilité commerciale » et de sa « différenciation ». Les jurés doivent également juger la fonctionnalité des produits et évaluer la qualité de la présentation.

#### Un projet « très expérimental »

Quatre autres participants voudraient « brancher ChatGPT sur des jeux vidéo ». Le robot conversationnel de la start-up californienne OpenAI, financée en partie par Microsoft, fait sensation depuis novembre 2022 par sa capacité à répondre à de nombreuses questions, malgré des biais et des erreurs.

## POUR SOULAGER LES RÈGLES DOULOUREUSES ET L'ENDOMÉTRIOSE

### Ils créent une ceinture bouillotte

Il y a quatre ans, les médecins ont diagnostiqué à Leïla Royer une endométriose « sévère ». Comme une femme sur dix en France atteinte de cette pathologie chronique, la jeune mère de famille souffre régulièrement de douleurs lancinantes au niveau du bas-ventre mais aussi des lombaires qu'elle a du mal à calmer. Pour y parvenir, elle utilisait jusqu'à présent des bouillottes pour soulager ses crises, qu'elle emportait au travail, au sein du service de ressources humaines d'une grande entreprise de l'aéronautique toulousaine. Mais c'était loin d'être l'idéal et elle devait s'absenter régulièrement, ce qui était loin d'être bien perçu dans un monde du travail où cette maladie invisible est encore peu reconnue. Après avoir subi une opération en lien avec l'endométriose, cette blogueuse mariée a décidé de partager son expérience sur les réseaux sociaux. « Beaucoup de femmes ont témoigné qu'il y avait un manque, que ces bouillottes n'étaient pas pratiques », raconte la jeune maman qui était parfois obligée de s'entourer de six à sept bouillottes en position allongée pour sentir refluer la douleur. C'est ainsi qu'a germé l'idée de créer une ceinture bouillotte à 360°, qui chauffe aussi bien la zone pelvienne que dorsale et peut être portée sous des vêtements en étant quasi invisible. L'an dernier, Leïla a décidé de sauter le pas et s'est lancée dans l'aventure de l'entrepreneuriat avec son mari Réal, qui depuis plusieurs années assistait à la souffrance de son épouse. Ils ont décidé de créer la start-up Madame Colette, en référence à l'écrivaine féministe, qui vient d'intégrer l'accélérateur d'entreprises à fort impact social et environnemental, Incoplex.

#### Pratique, quasi invisible et ergonomique

« Durant plusieurs mois nous avons travaillé sur le design, fait des essais pour l'améliorer. Plutôt que de l'eau ou du gel, nous avons choisi d'utiliser des graines de lin non alimentaires pour garnir les six coussins en coton pour ses effets antalgiques. La ceinture comporte six compartiments où l'on met les bouillottes, c'est quasi invisible sous une robe ou un pantalon large et pas lourd », explique Réal Royer qui a fait tester leur ceinture bouillotte Wendy à une cinquantaine de femmes.

## GRÂCE À L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

### Comment HighWind veut révolutionner les appels d'urgence

L'appli de la start-up niçoise HighWind peut transmettre des photos analysées sur la nature des blessures notamment. Depuis l'introduction du 112 en 1997, il ne s'est rien passé de notable pour les appels d'urgence. Et ça, Adrien Ricci veut que ça change. Avec une véritable révolution. Cet entrepreneur et ses trois associés, des ingénieurs et des spécialistes du commerce, tous âgés de 35 à 47 ans et basés à Nice, développent HighWind, une appli pour « rattraper le retard » et faire un bond important grâce à la puissance de l'intelligence artificielle (IA). « Jusqu'à présent, le principe est toujours resté le même : on compose un numéro et on décrit ce que l'on a, ce dont on est témoin ou ce qu'il se passe. Alors, qu'avec nos smartphones, les possibilités sont bien plus importantes et peuvent permettre d'améliorer les diagnostics et donc de gagner un temps très précieux », explique-t-il. Concrètement, HighWind, déjà disponible sur Android et qui pourrait être déployé sur iOS d'ici six mois, peut transmettre, en plus, la position GPS, les antécédents de santé que l'on aura renseignés et surtout des photos prises en direct par

l'appareil et analysées par une IA.

#### Analyser la douleur, la peur ou l'anxiété

« Elle va pouvoir par exemple déterminer la nature des blessures, s'il s'agit d'une hypothermie, si un incendie s'est déclenché ou encore si on est dans le cadre d'un accident de voiture, détaille Adrien Ricci, président d'HighWind. L'étude du contexte permet de déclencher les bons services d'urgence. Le système peut même analyser les émotions, la douleur, la peur ou l'anxiété. » Le procédé, unique au monde dans le cadre des appels d'urgence, fait désormais l'objet d'un brevet. Toujours en phase d'apprentissage, grâce au « deep learning », l'intelligence d'HighWind se nourrit des images de bases de données médicales et de criminologie, mais aussi « des publications que le personnel urgentiste partage beaucoup sur les réseaux sociaux aux USA », explique le responsable. La start-up a même fait appel à des cobayes « tous volontaires » à qui des décharges électriques (inoffensives) ont été administrées pour améliorer encore l'analyse de la douleur.

## PUB

République algérienne démocratique et populaire

WILAYA DE BLIDA  
DAIRA DE MEFTAH  
COMMUNE DE MEFTAH

MEFTAH LE 2023 N° 15

N° 1372 / S.T./2023

M. / Le Président de L'APC de Meftah

L'entreprise EBTPH LABIDI Khaled  
Route nationale N° 01 Commune de BERROUAGHIA  
WILAYA DE MEDEA

### Mise en demeure N° 01

Conformément à l'article 149 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics.

L'entreprise EBTPH LABIDI Khaled sise à :  
Route nationale N° 01 commune de BERROUAGHIA wilaya de MEDEA,  
titulaire du Marché N° : 09/2022 relatif au Projet : « Réalisation du réseau d'assainissement à Hai KHAROUBA ». Considérant le retard important enregistré dans l'avancement des travaux du projet, l'entreprise est Mise En Demeure à l'effet de renforcer le chantier en moyens humains et matériels, à compter de la première journée de publication de cette mise en demeure dans les quotidiens nationaux, faute de quoi des mesures coercitives seront prises à l'encontre de l'entreprise.

Le Président de L'APC

|    |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
|----|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
|    | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 |
| 1  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 2  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 3  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 4  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 5  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 6  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 7  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 8  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 9  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 10 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 11 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 12 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 13 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 14 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 15 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 16 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 17 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 18 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 19 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 20 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 21 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 22 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 23 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 24 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 25 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |

Grille Géante

Verticalement

Horizontalement

1 Si un coiffeur alsacien vous a gonflé les cheveux comme dans les années soixante, vous êtes ...?...- Fanfarones.2 S'insulter (pronominal).- Amour de la Grèce (Histoire).3 Équiper.- Voyelles blanches.- Oréade grecque condamnée à répéter.- Fluet.- Réfutée.4 C'est quand la salle est froide.- Personnel.- Assigna.- Notre-Dame.- Cinéaste français ayant donné son nom à un Prix.- À régler.5 Indécis : ' Entre le ...?... et le zest '- Bise.- Eau suisse (allemande) pour le Rhin.- Regardée avec concupiscence.6 Note.- Fromage onctueux suisse.- Il faut bien commencer par là...- Scène de la vie quotidienne : ' Scène de ...?...' (Peinture).- Maréchal d'Empire français.- Célèbre raquette serbe (initiales).7 Une des amantes d'Héraclès.- Qualité intrinsèque.- Œil de Christ.- Femmes de chevaliers.- Personnel.8 Contredits.- Figure légendaire suisse.- Ondulation marine.- Auxiliaire conjugué.- Langue soudanaise.9 En les...- (A) été capable.- Inspirée par l'amour du prochain.- Diviseur de 3003.- Ancienne table sacrificielle.10 Grande figure monétaire française.- Continents.- Une des Cyclades.- Mesure agraire.11 Fortune.- Allégation.- Entraînés (sport cycliste).- Reins.12 Difficile.- Type de sauce.- Atome chargé.13 Toquées.- Se permit.- Bers.- Fougueux.14 ' Rire ' conjugué.- Grand écrivain français né de père mulâtre.- Brut.- Familier.15 Personnel.- Pugilat.- Entre Grèce et Turquie.- ' Personnellement, quand on m'en passe un, je m'en lave les mains... '- Prénom masculin.16 Sans quoi...- Dieu scandinave.- Ville de Festival.- Étale complaisamment.17 Note.- Variété de rose : ' Pierre de ...?...' - Qui dissimule son identité.- Lettre grecque.- Déplacé.18 Originel.- Chose surannée.- Rebattu.- Complicités.19 Préfixe pour la nouveauté.- Libertin.- Acidulé.- Inventées.20 Faude.- Note.- Cors de cerfs.- Auxiliaire conjugué.21 Personnel.- Affluent du Danube.- Rêve de tout homme ?- Personnel.- Lumière filtrée.22 Sans limite.- Auxiliaire conjugué.- Croulant.- Troupe de biches.23 Voyelles bleues.- Cru.- Enfant hypocoristique.- Intérieur de canon.- Table ronde.24 Reine hindoue.- S'absenta de l'école.- Habile.25 Vêtements en pitieux état.- Crasses.

Sournoises.- Itinéraires souvent compliqués.2 Hostilité bruyante.- Regardés de haut.- Amazone africaine.- Dans la rose des vents.- Plus à l'ouest qu'au nord.3 Déroit arabe.- Article.- Ennuyeux.- Sans aucun caractère bienfaisant.- Conjonction.4 Stérilisés.- Infinitif.- Irlande.- Elle fut mise au pré par Zeus.5 Conjonction.- Personnel.- On se souvient de celui d'Alger...- Théâtre japonais.- Très petits.6 (A) gloussé.- Nuage bas faisant brouillard.- Interjection.- Petite maison coquette.7 Encouragement pour l'arène.- Queue de singe-araignée.- Duvets de plumes.- Repas fatal.- Mesure d'âge.8 Docteur de la foi musulmane.- Arafat en fut longtemps la figure tutélaire (sigle).- Ceux-ci.- Propriété sans redevance du Droit féodal.- Marié.9 Personnel.- Acrobatie.- Élimée.- Personnel.10 Période palindrome.- Nu dans son miroir.- Voyelles blanches.- Vénééré.- Saint-Père.11 201.- Interjection.- Psallioles.- Dans la rose des vents.12 Il est capable de trouver plein de problèmes pour chaque solution.- Chagrines.13 Elle est parfois nécessaire. (sport).- Personnel.- Embarras à s'exprimer.- Devenir muette (pronominal ; phonétique).- Fleuve côtier français.14 Le cœur en joie.- Doctrine trop tolérante.- Lentille fourragère.- Cri des Bacchantes.15 Type d'aéronef (sigle).- Période historique.- Orogénie.- Pègre (argot).16 Propre à un fleuve frontière français.- Pierre levée.- Du balai !17 Pantalons.- Convenables.- Voyelles blanches.- Aventurier espagnol.18 Bienheureux.- Anciennes monnaies espagnoles.- Court message électronique (sigle ; anglicisme).- Salutation angélique.- Mousse de demi.- Apathique.19 Nouvelle lune.- Cale mécanique.- 1003.- Prénom féminin.- Il peut venir du cœur...- Destin favorable.20 Scotomisation.- Apparus.- Mot de passe.- Petits vergers proches d'une habitation (régional).- Article espagnol.21 Leurs clés sont souvent introuvables.- Terreur géologique japonaise.- Noctuelle.- Un des fondateurs du mouvement dada.22 Les six voyelles.- (A) été autorisé.- Exclamation entendue en cuisine.- Versifiés.- Édité.23 Dans la rose des vents.- Transformé par notre organisme.- Col de Tour.24 Deux lettres pour un cardinal.- Conclurent (l'intrigue).- Personnel.- Hachure.25 Danses accompagnées de castagnettes.- Ennuyés (populaire).

LEADER DANS LE DÉVELOPPEMENT DE TAXIS AÉRIENS ÉLECTRIQUES

## Stellantis soutient Archer Aviation

Depuis sa création, Stellantis investit dans la recherche, le développement et le déploiement de technologies qui garantissent une mobilité propre, sûre et abordable. Dans quel but ?

**C**réer des innovations qui répondent aux aspirations humaines. Cette vision est alimentée par une conviction sans faille en notre capacité à franchir de nouvelles frontières en matière d'innovation. Et pour répondre à de nouveaux types de défis, nous créons de nouveaux types de collaborations. L'un de ces partenariats est avec Archer Aviation, leader dans le développement de taxis aériens électriques, qui offrent un moyen plus rapide, plus sûr, plus silencieux et durable pour se déplacer dans les villes. En tant que partenaire stratégique, Stellantis apportera à Archer jusqu'à 150 millions de dollars de fonds propres pour aider à accélérer la production du Midnight, aéronef électrique à décollage et atterrissage vertical (eVTOL) conçu pour les vols urbains à fortes rotations. Alimenté par six packs de batteries indépendants, le Midnight est conçu pour produire zéro émission de carbone en activité. Avec une autonomie allant jusqu'à 160 kilomètres, mais optimisé pour effectuer des vols enchaînés d'environ 30 kilomètres avec un temps de charge d'environ 10 minutes entre chaque trajet et une charge utile estimée à 450 kilos, le Midnight peut transporter quatre passagers, en plus du pilote, pour des courts trajets rapides et sûrs, flexibles et sans émission au-dessus du trafic urbain.

Stellantis travaille aux côtés d'Archer pour soutenir la construction de la première



usine de production d'aéronefs eVTOL à Covington, en Géorgie (Etats-Unis), où les partenaires prévoient de démarrer la production du Midnight en 2024. Avec une surface initiale de 32 000m<sup>2</sup> et une capacité de production allant jusqu'à 650 aéronefs par an, l'usine peut être étendue de plus de 51 000m<sup>2</sup> supplémentaires pour soutenir une production qui pourra atteindre jusqu'à 2 300 aéronefs par an. Midnight a le potentiel pour aider à atteindre le « carbone net zéro » en matière de déplacements et, une fois intégré en toute

sécurité dans l'espace aérien national, il servira d'outil innovant et compétitif pour changer la façon dont les citoyens font l'expérience du confort, de l'agilité et de l'efficacité au cours de leurs déplacements urbains. Stellantis apporte au partenariat une technologie et une expertise de pointe en matière de fabrication, du personnel expérimenté et des capitaux pour permettre l'augmentation rapide de la production d'aéronefs et répondre au plan de démarrage de l'activité d'Archer, en 2025.

### FIAT ALGÉRIE Les véhicules utilitaires actuellement disponibles

En ce mois de Mai, Fiat Algérie annonce la disponibilité à la commande de 3 modèles utilitaires de la marque italienne. Il s'agit des modèles Fiat Doblò, Scudo et Ducato, disponibles avec un délai de livraison réduit à son minimum pour une satisfaction client optimale, passant de 7 mois à 4 mois. Il convient de noter que les délais de livraison mentionnés ont été indiqués par le service commercial de Fiat Algérie. En général, ces délais de livraison sont prévus par la majorité des agents Fiat en Algérie, mais la réception des commandes peut varier d'un agent à l'autre selon le stock dont il dispose. S'agissant des modalités de paiement applicables pour l'acquisition d'un modèle Fiat, le paiement peut être fait par chèque certifié, virement bancaire ou virement bancaire.

En cas de paiement de la totalité du prix du véhicule (100 % du prix), Fiat Algérie est tenu de livrer le véhicule neuf au plus tard dans les sept (7) jours qui suivent. En cas d'un délai de livraison entre 8 et 45 jours, le client paie 10% du prix du véhicule, mais ce dernier est tenu de payer le reste avant la réception du véhicule. En cas d'un délai de livraison dépassant les 45 jours, le client paie 5% du prix du véhicule et il est tenu de payer le reste avant la réception du véhicule. Il convient de noter, que selon la réglementation en vigueur, le délai de livraison du véhicule neuf commandé ne peut dépasser une durée de quarante-cinq (45) jours à partir de la date de la commande. Toutefois, ce délai peut être prorogé sur la base d'un commun accord entre les deux parties, à travers un document écrit.

### ALPINE A110 PIKES PEAK

## En route vers les sommets !

Dans son irrésistible quête des sommets, Alpine se lance à l'assaut des cimes américaines en commençant par la plus célèbre ascension outre-Atlantique : Pikes Peak. Menée tambour battant depuis novembre 2022, cette aventure s'est accélérée ces dernières semaines avec les premiers tours de l'Alpine A110 Pikes Peak spécifiquement conçue pour l'épreuve. Après des essais dans la Drôme et à Val Thorens validant les solutions techniques retenues, ce modèle inédit s'apprête désormais à s'envoler lundi pour les États-Unis, où de nouveaux défis l'attendent tout au long du mois de juin...

"L'histoire d'Alpine s'est construite sur des défis.

Des premiers engagements de Jean Rédélé à nos défis d'aujourd'hui, l'ADN de la marque est toujours aussi fort et présent. Cette quête de la performance nous amène à toujours viser plus haut, vers les sommets. La course de côte anime les passionnés du A fléché depuis toujours. Aujourd'hui, notre irrésistible soif de compétition nous amène à Pikes Peak, l'une des épreuves du sport automobile abreuvent l'imaginaire collectif depuis plusieurs décennies. Nous sommes impatients d'y être avec nos partenaires de Signatech et Raphaël Astier, des 'racers' dont la volonté n'a égal que leur faim inébranlable de défis. Pour courir sur une route de légende, nous avons

besoin d'une voiture taillée pour l'événement. L'Alpine A110 Pikes Peak est là. Elle est l'aboutissement de l'art d'Alpine. Agressif, extrême et stylé, ce projet incarne à nouveau nos racines, notre présent et notre futur, le tout dans un pays revêtant une importance stratégique pour notre avenir. Nous restons humbles, mais nous sommes déterminés à donner le meilleur de nous outre-Atlantique pour écrire une nouvelle page inoubliable de l'histoire d'Alpine à travers cette magnifique aventure vers les nuages." Laurent Rossi, Alpine CEO

### VOLKSWAGEN POLO GTI EDITION 25 Très cher anniversaire

**P**our fêter ses 25 ans, la plus sportive des Volkswagen Polo s'offre une nouvelle série limitée avec 207 exemplaires prévus pour la France. Les puristes passeront probablement leur chemin. Moins légendaire que sa grande sœur, la Volkswagen Polo GTI existe depuis 25 ans. Contrairement aux Renault Clio RS et autres Ford Fiesta ST, elle n'a jamais marqué la catégorie des citadines sportives en raison d'une mise au point moins savoureuse que celle de ses rivales les plus excitantes. Son truc, ça a toujours été le luxe et le confort plutôt que l'efficacité dynamique absolue, même si le moteur de la génération actuelle est capable de cogner fort avec ses 207 chevaux (0 à 100 km/h en 6,5 secondes). Pour fêter cet anniversaire, le constructeur allemand dévoile l'Édition 25 qui sera commercialisée à 2 500 exemplaires dans le monde dont 207 pour la France. La Polo GTI joue plus les puissantes citadines polyvalentes que les vraies sportives savoureuses. On la reconnaîtra à ses jantes Adelaïde de 18 pouces, mais aussi ses quelques touches de rouge supplémentaires à l'ex-

térieur et à l'intérieur en plus des badges « 25 » ajoutés à certains endroits. Mécaniquement en revanche, il n'y a aucune modification : l'auto embarque toujours un quatre cylindres 2,0 litres turbo de 207 chevaux et 320 Nm de couple, connecté à une boîte automatique à double embrayage. L'Édition 25 dispose d'un équipement de série très riche avec les feux à éclairage matriciel, l'assistant de conduite Travel Assist ou le pack « Sport Plus » optionnel ajoutant les amortisseurs à réglage électrique (coûtant 665€ sur la Polo GTI normale). Annoncée à 35 205€ en Allemagne, la Polo GTI Edition 25 sera logiquement un peu plus chère en France (on ne connaît pas son tarif officiel pour l'instant). La Polo GTI normale coûtait déjà 33 540€ sans option, une somme très élevée sachant que la Hyundai i20 N s'affichait à moins de 28 000€ et que la Ford Fiesta ST, disparue définitivement, restait elle aussi sous les 28 000€ en fin de carrière. Deux machines bien plus sensationnelles que l'Allemande à piloter, même si cette dernière profite d'une polyvalence et d'un confort supérieurs.

**Géant**  
ELECTRONIC

Moi, c'est Géant... [www.geant-dz.com](http://www.geant-dz.com) | [info@geant-dz.com](mailto:info@geant-dz.com) | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) | أنا، صحتي جيون